

16  
PAGES

**SPECIAL "T.S." N° 200**

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 200 — 20 JUIN 1964

**NOUS SOMMES**

**LA GÉNÉRATION**

**DU SOCIALISME**



# LES COULISSES DE L'EXPLOIT

Vous qui aimez « Tribune Socialiste », régulièrement lisez le journal du Parti, qui parfois prenez la peine de nous écrire pour nous encourager et nous féliciter de l'amélioration de telle ou telle page. Vous qui parfois grincez des dents à la lecture d'un article qui est loin de vous donner satisfaction et qui n'hésitez pas à prendre la plume pour nous eng., vous êtes-vous demandé comment « Tribune Socialiste » se construit, se compose ? Comment l'équipe de « T.S. » trouve, en dehors de ses activités

professionnelles, le temps nécessaire pour les réunions du Comité de rédaction, les reportages, interviews, sans compter, pour beaucoup, les réunions de section, de syndicat, etc. ?

Pour celui qui reçoit « T.S. » le jeudi, qui l'achète le vendredi, notre journal est un instant de la semaine ; pour ceux qui le composent c'est une aventure qui dure du lundi au samedi et, pourquoi le cacher, une aventure passionnante.

D. L.

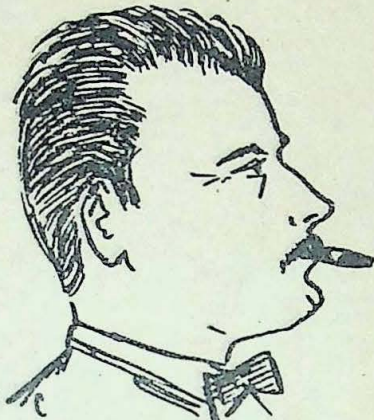
CONTRE une semaine de la vie de « T.S. », c'est décrire l'aventure rocambolesque et pleine d'humour d'une équipe de militants journalistes professionnels ou non qui réussissent, grâce à des efforts insoupçonnés, des miracles quotidiens. L'aventure commence le mardi soir, vers 18 heures. C'est l'heure où sont apportées les dernières « copies » à la rédaction. C'est le jour où l'ambiance atteint son point culminant, où un « papier » est à faire à la dernière minute, où les étudiants oublient qu'ils avaient promis un article important pour la page « jeunes », où il manque toujours une photo pour la page centrale et où la sonnerie du téléphone déchire toutes les 5 minutes les sensibles tympans des rédacteurs attardés qui terminent leur copie à la hâte.

Au total, le mardi soir, au 81, rue Mademoiselle, c'est du délire organisé, et si, finalement, le journal « tombe » à l'heure voulue, cela tient autant du miracle que de la compétence des rédacteurs.

Si, d'aventure, un militant s'égare rue Mademoiselle et imprudemment

plus, la grande qualité de ce républicain espagnol réfugié en France après la victoire de Franco, est qu'il connaît à la perfection la langue française, ce qui est souvent bien utile pour les rédacteurs.

17 h 30. — Eric Bergaire, notre cher rédacteur en chef, arrive tranquillement à l'journal et comme toutes les



Eric Bergaire

semaines, s'étonne que les articles ne soient pas encore arrivés à destination, c'est-à-dire sur son bureau. Bergaire, c'est le portrait de Jean Ferniot avec les idées socialistes en plus. Ne nous brouillons pas avec le rédacteur en chef (c'est mauvais pour l'avancement et reconnaissons qu'il est un fin lettré, témoin les nombreux livres du service de presse de T. S. qui garnissent les étagères de sa bibliothèque personnelle. Mais soyons sérieux, il abat un « sacré boulot » et grâce à ses compétences, la mise en page de notre journal s'améliore régulièrement. Ajoutons qu'il signe le « bon à tirer » après avoir jeté un dernier coup d'œil sur les corrections. Et c'est ainsi que grâce à Bergaire, il n'y a jamais qu'une coquille à la fois (et par page) dans notre journal !...

18 h 30. — En coup de vent, toujours pressé, toujours affairé, arrive



Harris Puisais

notre directeur politique Harris Puisais. Depuis 14 heures, il téléphone toutes les demi-heures pour prévenir de son arrivée et donne mille et une instructions. Sa barbe est célèbre dans toute la gauche française. Un physique de Landru qui serait « dans le vent ». Puisais est une force de la nature et le meilleur public-relation de « Tribune Socialiste ». Il connaît par leurs prénoms tous les grands de ce monde. Et si les rédacteurs ont parfois des difficultés pour interview

wer une personnalité, Puisais décroche le téléphone et, rapidement, la personne que nous cherchons en vain à toucher depuis une quinzaine de jours est là, au bout du fil, prête à vous rencontrer dans l'heure qui suit. Pour Puisais, l'important est de préparer le « dossier » qu'il présentera à 20 h à la réunion du Bureau national. Il lit tous les articles en même temps qu'il téléphone ou harangue les visiteurs. « A moi les Depreux bro-



Maurice Combes

thers ! » dit-il en fonçant vers l'imprimerie officielle.

Mais voici qu'arrivent Maurice Combes et Michel Joch. Combes, spécialiste des problèmes syndicaux est un garçon sérieux. Toujours ponctuel, Maurice est l'homme sur qui l'on peut compter et ses papiers arrivent toujours à l'heure. Hélas ! on ne peut en dire autant de Michel Joch, le sympathique flemmard de la rédaction.

Sympathique, Michel est en diable, mais ce gaillard, qui ressemble étrangement à Yves Mathieu Saint-Laurent, est né avec un poil dans la main, et cette tare n'a fait que s'accroître avec les années. Le mal est sans remède, Joch a l'intelligence paresseuse et c'est toujours à l'instant limite que ce cossard termine ses papiers. C'est ainsi que ne rêvant que de soleil et de jarniente, Michel est tout naturellement devenu le spécialiste des problèmes touristiques et son article sur les « Vacances d'aujourd'hui » (1) prouve avec quel sérieux il s'est penché sur la question.

19 heures. — Enfin, arrivent les éternels retardataires, votre serviteur en compagnie de son complice et ami J.-J. Vernon, le critique de cinéma. Puis B. Renaudot qui malmène avec brio la très gaillarde R.T.F. et, bien sûr, l'ami Lavezzi et ses « bons mots » sans qui la rédaction de « T. S. » ne serait que ce qu'elle est.

## Le plus difficile : un bon titre

19 h 30. — C'est l'heure critique, Bergaire commence à se demander quel article va manquer, et puis voici qu'en Algérie un important événement s'est produit. Puisais doit refaire son « éditio ». Sans oublier que le diman-



Michel Joch

che a amené une vague d'événements nouveaux. Des camarades téléphonent sans cesse. Il faudrait en parler. Le

rédacteur en chef se demande où on trouvera de la place.

Quand toutes les copies sont enfin arrivées, le travail est loin d'être terminé. Les premiers articles « cotés » sont expédiés à l'imprimerie. Puis, c'est l'heure des dernières décisions : choisir des titres, des inters, et surchoisir des titres de la première page. C'est le plus difficile. Il faut des titres actuels, qui résument nos positions, qui accrochent le lecteur, sans tomber dans le titre à sensation cher à « Minute » et autre feuille du même genre. Puis on ajoute encore un écho, une information de dernière heure. Puisais corrige une fin d'article pour l'actualité et Bergaire « pique » une colère après Combes : son article est trop long. « Tu avais droit à cent lignes, j'en ai cinquante de plus, débrouille-toi pour couper ! » et Maurice s'exécute calmement tandis que Lavezzi qui « n'en loupe pas une » s'écrie : « C'est fort dommage, un tel chef-d'œuvre ! ».

## Le comité de rédaction

Quand tout est enfin réglé, ne croyez surtout pas que la soirée est terminée, car c'est maintenant que se tient la réunion du comité de rédaction pour proposer le numéro suivant. Et c'est la distribution du travail par Puisais et Bergaire, selon les compétences et les possibilités.

« La page 2 », vie du parti, les correspondants de province ont fourni de la « copie ». Tout va bien. La « 3 » : Puisais prépare l'« éditio » sur l'élection de Longwy, tandis qu'en bas de page Combes traitera de la « décon-fessionnalisation » de la C.F.T.C. Renaudot, qui connaît de A à Z le nouveau statut de la R.T.F., traitera ce sujet en page 4. « Page centrale » : foire de Paris ; les reporters de service Pierre Barjodes et votre serviteur sont sur les rangs, tandis que Joch fera un reportage sur les « secrétaires prenant conscience de leurs



Dominique Laury

droits ». « Les secrétaires, ça me va ! » lance Joch à la ronde.

Et ainsi de suite, depuis l'éternel voyage de de Gaulle en province jusqu'à la page littéraire et artistique, tout est passé en revue. Les papiers sont distribués, le journal est bâti. Il ne reste plus aux rédacteurs qu'à faire le reste.

Et dès le lendemain toute l'équipe est sur la brèche jusqu'au mardi suivant où, à 18 heures, Mauricio s'inquiète : « Les copies n'arrivent pas assez vite ! ».

Et pourtant les copies arrivent, le journal « tombe » à l'heure voulue, c'est là notre grande satisfaction.

Dominique Laury.

N.D.L.R. — Le Dominique Laury auteur de cette galerie des artistes vient d'être remercié par le comité de rédaction.

Si un journal cherche un garçon remuant et bavard, curieux et dévoué, toujours absent quand on a besoin de lui, mais capable de faire un reportage sur les grands magasins (parce que sa femme lui fait faire les courses), sur le sport (parce qu'il en vit), sur la foire de Paris (parce qu'on y mange gratuitement)... qu'il ne vienne pas nous enlever Laury. Si nous l'avons remercié, c'est parce qu'il était un bon camarade et que dans le fond nous sommes tous d'accord avec ses « excessives » vérités.

Le Comité de rédaction.

(1) Voir « T. S. », n° 198.



Edouard Mauricio

pénètre dans la salle de rédaction de « T. S. », je n'oserai guère lui demander son impression. En effet, le quartier général de « T. S. » ressemble à tout, sauf à une salle de rédaction. Peut-être à un bureau de renseignements, à un hall de gare ou à une salle de réunion électorale. Quant aux « farfelus » qui occupent les lieux, j'hésite à les décrire, je me ferai des ennemis. Pourtant, j'ai l'intention d'être franc. Il faut, il est vrai, du courage, mais qu'importe, fonçons dans le brouillard et trempons notre plume socialiste dans le vitriol.

Voici, sans changer une virgule, je le jure sur les nombreux volumes du « Capital » de Marx, le film complet d'une étourdissante soirée où sont apportés les derniers articles.

## « Salut les copies ! »

17 h 30. — Mauricio, le secrétaire de « T. S. », commence à s'impatier, les copains et les copies n'arrivent pas.

Comment, vous ne connaissez pas Mauricio ? C'est une lacune qu'il faut combler au plus vite. C'est l'âme de « T. S. » et le père des rédacteurs. Si Mauricio n'existait pas, il faudrait, bien sûr, l'inventer. Il a l'œil partout. Il manque une photo ? Mauricio la trouvera. Un titre accrocheur ? En moins de temps qu'il faut pour l'écrire, il vous le « donne ». Et, de



# AU-DELA DE L'HORIZON PRESIDENTIEL

par Gilles Martinet

**L**ORSQUE nous avons pris, pour la première fois, position sur la candidature de Gaston Defferre, nous avons tous eu le sentiment de l'importance du choix que nous allions faire.

Nous sortions à peine d'une crise qui avait incontestablement diminué l'audience du parti. Un certain nombre d'hommes qui avaient été jusque-là nos proches alliés se tournaient vers cette initiative nouvelle. Les communistes, de leur côté, nuançaient leurs réticences et prenaient une position d'attente. Il n'y avait guère que Guy Mollet pour résister à la pression du « lobby » présidentieliste mais il le faisait dans l'ombre et pour des raisons qui n'étaient pas les nôtres.

Allions-nous, dans ces conditions, courir le risque d'un certain isolement ? N'était-il pas préférable de nous rallier à ce courant quitte à tenter de l'influencer de l'intérieur ?

Notre décision a été différente. Nous n'avons fermé aucune porte. Nous n'avons rompu aucun contact. Nous nous sommes déclarés prêts à soutenir, le jour venu, une candidature qui ferait réellement l'union des forces socialistes. Mais nous avons également déclaré, de la manière la plus claire, que nous ne participerions pas à la campagne de Gaston Defferre tant qu'elle conserverait le caractère qu'un petit « brain-trust » lui avait donné.

Pour nous l'attitude qui consistait à accepter le cadre du système gaulliste dans l'espoir de pouvoir un jour y imposer une « équipe » de gauche était aussi utopique que dangereuse. Au lieu de renforcer l'opposition elle la désarmait. Elle contribuait à masquer les déséquilibres et les contradictions du régime ; elle majorait le poids des formations centristes dont l'appui allait être bientôt jugé indispensable ; elle tournait enfin le dos à la perspective de la réunification ouvrière. En

refusant la discussion avec le parti communiste, Gaston Defferre bloquait les évolutions qui s'amorçaient dans ce parti, et rendait, en réalité, à ses dirigeants conservateurs un remarquable service.

Aussi n'avons-nous pas voulu concentrer notre critique sur les problèmes de tactique mais sur les problèmes de fond. Nous ne nous sommes pas contentés de souligner la nécessité de l'unité ; nous avons parlé du contenu de cette unité. Notre opposition à l'entreprise defferriste tenait beaucoup moins à des questions de langage et de « style » qu'au fait qu'une telle entreprise rejetait la perspective de l'alternative socialiste au gaullisme, à laquelle se ralliaient à l'automne dernier un nombre déjà important de militants socialistes, communistes et syndicalistes. Le recul qui a pu alors se produire était d'autant plus sérieux que de la perspective de l'alternative socialiste se dégagait une stratégie, une conception de l'unité et un programme qui risquaient d'être remis en cause.

Nous n'avons cependant pas perdu confiance car nous avons bien vu les difficultés auxquelles allait se heurter l'opération présidentieliste. Et parmi ces difficultés, la plus grande venait de ce vide programmatique auquel se trouvaient condamnés tous ceux qui entendaient limiter leur horizon à la Constitution de 1958 et aux données actuelles de la situation sociale comme du rapport des forces politiques. Or, l'exigence d'un programme nouveau, d'initiatives nouvelles, de formes nouvelles de combat était celle d'un grand nombre de gens qui avaient tout d'abord été attirés par la campagne defferriste. Il nous paraissait dès lors évident qu'un retournement s'opérerait, que nos positions seraient à nouveau comprises. A la condition, bien entendu, de ne pas commettre l'erreur de nous laisser isoler.

Certains nous disaient : « Ne craignez-vous pas de créer une confusion en demeurant en contact avec des hommes qui soutiennent Defferre ? ». Non, nous n'avions pas cette crainte. Nous ne réagissions pas comme ces petites sectes qui croient préserver leur pureté en dénonçant tout le monde à la fois mais qui, en réalité, ne font qu'étaler leur faiblesse et leur impuissance.

Il y a, entre nous et une certaine gauche démocratique, entre nous et le néostalinisme, entre nous et le molletisme (car il ne faudrait tout de même pas oublier son existence) un affrontement permanent. Mais cet affrontement implique lui-même la confrontation, la discussion, l'initiative.

Et c'est justement cette initiative qu'il faut nous préparer à reprendre, au moment où l'opération présidentieliste commence à battre de l'aile et au moment où après les demi-échecs de l'hiver et du printemps, le mouvement ouvrier dans son ensemble éprouve le besoin de transformer ses méthodes de lutte, pour faire face au néo-capitalisme comme au pouvoir gaulliste. L'idée du contre-plan lancée au Congrès de la Grange-aux-Belles va donc prendre, dès l'automne, une actualité nouvelle.

Il existe aujourd'hui un singulier contraste entre le mécontentement du pays et les manifestations politiques et syndicales de ce mécontentement. Ni la campagne présidentielle, ni les actions revendicatives traditionnelles ne parviennent à cristalliser un véritable mouvement populaire. Pour que celui-ci prenne corps et se développe il faut qu'un programme s'affirme et qu'une force s'impose. Ce programme c'est celui de l'alternative socialiste ; cette force c'est celle du Front socialiste.

G. M.

## RENVERSER LE COURANT

Dans l'article qu'il consacre à la politique intérieure, Jean Poperen porte notamment sur la nature des colloques socialistes un jugement qui n'engage pas le P.S.U..

Le Bureau national, soucieux d'éviter toute polémique dans les colonnes du journal, tient simplement à rappeler qu'il appartient aux instances ré-

gulières du P.S.U., chargées d'appliquer la politique définie au Congrès de la Grange-aux-Belles, d'apprécier les conclusions des colloques.

**D**E l'aveu de de Gaulle (discours de Soissons), l'opposition au régime s'est élargie : c'est même le fait politique le plus frappant moins de deux ans après le dernier plébiscite et à peine plus d'un an après cette grande bataille sociale que fut la grève des mineurs.

Des couches sociales jusque-là consentantes, des secteurs politiques attentistes se sont mis en mouvement et, pour des raisons souvent fort différentes des nôtres, s'opposent maintenant au gaullisme. Il ne faut pas s'attrister qu'il nous vienne beaucoup d'alliés que nous n'avons pas toujours choisis, mais il faut

craindre qu'ils ne nous dictent leur loi. L'élargissement de l'opposition donne une actualité pressante à la question : qui, quelle coalition, quel regroupement de forces dirigera la lutte antigauilliste et tournera à son avantage la défaite du régime ?

Plus simplement : où en est le Front socialiste des travailleurs ?

Force est de constater qu'une seule entreprise a réellement progressé ces derniers temps : celle qui vise à donner au regroupement de la « gauche non communiste » une base idéologique nouvelle et une nouvelle structure d'organisation. Cette entreprise n'aura véritablement abouti que lors-

qu'une « assise de masse » suffisante aura été taillée dans le secteur d'influence de la social-démocratie traditionnelle et de la gauche ouvrière chrétienne. Il s'agit donc d'une vaste reconversion qui amènerait l'essentiel des forces de la « gauche non communiste » sur les positions de la « social-technocratie », variante moderne du réformisme et de l'adaptation au régime établi.

Tel est l'enjeu des multiples opérations engagées depuis plusieurs mois et qui, parfois, se contrarient dans le détail : la précipitation, à première vue maladroitte, avec laquelle le brain-trust des clubs a ouvert la campagne

présidentielle s'explique par la volonté d'escamoter les contradictions mineures qui freinent le regroupement : une opération publicitaire quasiment sans programme doit faire franchir à la politique de regroupement de la « gauche non communiste » une étape décisive et créer une situation irréversible.

C'est pourquoi la Convention préparatoire des clubs, tenue à Paris les 6 et 7 juin, n'a été précise et intransigeante que sur un seul point : la nature de la coalition. En écartant

Jean Poperen.

(Suite page 4.)



(Suite de la page 3.)

toute idée de rassemblement de type Front socialiste, en rejetant l'entente sans exclusive des organisations politiques et syndicales de travailleurs qui est la condition nécessaire et d'ailleurs nullement suffisante pour préparer un tel rassemblement, la Convention préparatoire ne permet plus de biaiser : elle considère que la direction de la lutte contre de Gaulle et pour la succession doit revenir à la « gauche non communiste » regroupée. Abandonnant les demi-teintes, Mitterrand a apporté à cet égard des conclusions d'une parfaite clarté.

Et c'est bien la véritable question, celle qui commande l'avenir : si le Front socialiste des travailleurs ne prend pas corps dans la phase de lutte ascendante contre le régime, quand le fera-t-il ? Pour une nouvelle période historique, la division se sera réinstallée au cœur du mouvement ouvrier, alors que les conditions objectives — sociologiques, internationales — sont plus que jamais favorables à son unité.

C'est donc bien par rapport à cette question centrale qu'il faut juger des initiatives en cours : le phénomène des clubs peut avoir des aspects positifs (il y a en toute chose des aspects positifs), mais l'important c'est que le principe directeur de leur activité

est de fournir idéologie et cadre d'organisation à l'entreprise que nous devons faire échouer. De leur côté, les colloques socialistes apparaissent nécessairement comme un élément de cette entreprise dès lors que le préalable de la participation communiste avait été résolu de façon négative. Au niveau des faits bruts, élémentaires, qui commandent l'évolution de la conscience politique collective, les nuances et les réserves de détail s'évanouissent.

En sorte qu'une situation nouvelle s'est créée, moins favorable au développement de la politique du Front socialiste des travailleurs.

Peut-on renverser le courant ?

L'élection de Longwy que l'ampleur du déplacement de voix ne permet pas de considérer comme un simple accident local, témoigne, après d'autres signes, de l'accentuation de la poussée unitaire « à la base ». Sur un autre terrain, de très nombreux syndicalistes se posent maintenant le problème de la coordination, de l'unification des luttes sociales, de leur débouché politique.

Mais le mouvement unitaire est, pour le moment, confisqué par les appareils ; et il y aurait grande naïveté à croire que le nouveau type de rapports qui s'établit entre la direction molletiste de la S.F.I.O. et l'appareil communiste non déstalinisé est en contradiction avec la grande opé-

ration de la « gauche non communiste ». Le succès de cette opération aurait, entre autres résultats, celui de consolider le contrôle sans partage, par l'appareil communiste tel qu'il est, sur les forces vitales de la classe ouvrière.

L'élection de Longwy prouve bien que le calcul est juste. Et la mansuétude bienveillante avec laquelle le P.C.F. suit la campagne Defferre est révélatrice.

La seule chose que redoute le P.C.F. en ce domaine est d'avoir à se déterminer par rapport à une politique clairement définie et offensive d'alternative socialiste, c'est que prenne vigueur un courant d'unité des travailleurs pour le socialisme.

La pire faute serait donc, de nouveau, de sous-estimer la poussée unitaire et de se draper dans un isolationnisme sectaire et stérile. Les appareils traditionnels ne monopoliseront la poussée unitaire que si nous restons passifs.

Le recul des possibilités de la politique d'unification socialiste dans la récente période n'est pas sans appel et, même si les conditions sont devenues plus difficiles, la règle est toujours la même : qu'en chaque occasion la politique d'unification socialiste s'exprime en actes.

La décision de campagne « pour un accord national S.F.I.O.-P.C.F.-P.S.U. »

aux municipales est un premier pas. Rien de trop ne sera fait pour donner à cette campagne le maximum d'ampleur. Elle doit nous permettre d'aborder plus facilement la question de l'élection présidentielle, en développant la notion de « plate-forme de l'opposition socialiste ». C'est seulement en popularisant sans cesse notre politique, la politique unitaire, que nous éviterons d'être désarmés face aux propositions des autres.

Chaque fois que nous entreprenons (les cantonales l'ont encore montré récemment), nous pesons sur le mouvement communiste, nous contrarions la réalisation du regroupement de la « gauche non communiste ». Les partisans du regroupement (Mitterrand l'a reconnu dimanche) ne peuvent réussir sans le concours du P.S.U. et ils savent que la grande majorité des militants de ce parti y est hostile et ne s'y rallierait que par lassitude.

Il y a, en politique, deux écoles : celle qui s'invente à chaque étape des facilités nouvelles et celle qui persévère dans la ligne une fois tracée.

Les hommes qui ont lancé la candidature Defferre, depuis longtemps tenaces en leur grand dessein, appartiennent à la seconde. Soyons plus tenaces qu'eux et le regroupement sera celui que nous voulons, celui des travailleurs pour la démocratie socialiste.

Jean Popere.

## L'information des hommes, prélude au développement socialiste

La presse, dit-on couramment, le quatrième pouvoir ; c'est un slogan et, comme toutes les figures empruntées, le terme n'est pas tout à fait juste.

Tant s'en faut. Certes, la presse a un rôle important dans la société moderne. Son rôle est double : elle contrôle — en s'attribuant abusivement le monopole d'expression de l'opinion publique — l'action du gouvernement, et elle informe — ou est sensée informer — cette opinion des problèmes qui sont du ressort gouvernemental.

Mais on voit tout de suite les limites de cette action. Celles-ci sont, d'autre part, dans les rapports — la pression ou l'influence — que peut avoir l'Etat sur la presse, et d'autre part dans l'action propre de la presse, laquelle est largement influencée par l'existence des différents groupes de pression (ces derniers pouvant être tout aussi bien l'expression de la finance, de l'industrie, des syndicats d'intérêts ou de tous les autres groupes d'intérêts privés). Ainsi le circuit (gouvernement-opinion publique) est-il, dans notre société capitaliste, constamment perturbé et faussé.

Toutefois, il n'est pas niable que la presse peut, parfois, prendre position sur un problème, en informer ses lecteurs avec plus ou moins de partialité, peser ainsi sur la formation d'une opinion qu'elle transmettra enfin au pouvoir, dans le dessein de l'infléchir.

### D'autres sources...

Cette définition schématique n'a d'autre but que de souligner le rôle essentiel de l'information dans l'évolution de la société.

Mais la presse n'est pas seulement la feuille imprimée ; elle emprunte en notre XX<sup>e</sup> stупéfiant de techniques, les transmissions par voie hertzienne : la radiodiffusion sonore et la télévision.

### N° 201

De nombreux articles nous sont parvenus cette semaine. Nous avons été dans l'obligation de les remettre à notre prochain numéro, celui-ci étant entièrement consacré aux problèmes posés par la marche du socialisme.

Ces deux derniers moyens ont bouleversé jusqu'aux conditions de vie des individus. Des horaires ont été choisis pour toucher, tour à tour, le plus grand nombre d'auditeurs, et ceux-ci se sont adaptés, dans leurs conditions d'existence, aux exigences des transmissions.

Dans le domaine de l'enseignement, les moyens audio-visuels ont conquis nombre de maîtres qui ont trouvé ainsi un chemin aisé pour impressionner — par l'image — la conscience des élèves. Dans les pays insuffisamment développés, la campagne d'alphabétisation par la radio supplée efficacement à la pénurie de professeurs.

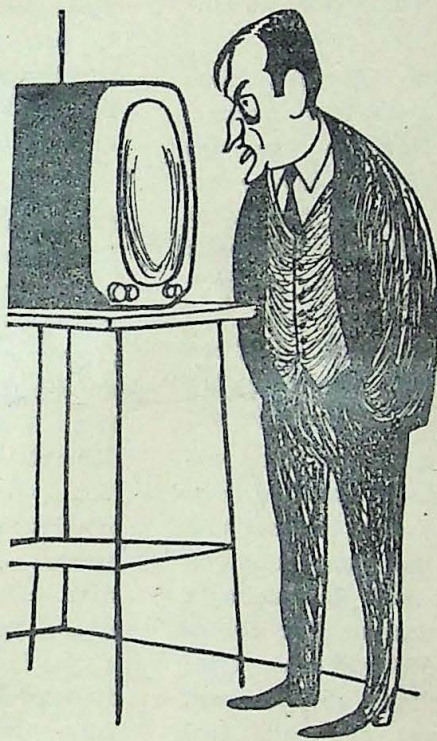
Donc, radio et télévision (et particulièrement cette dernière) sont des outils utiles pour l'école. Leur valeur éducative s'impose aux enfants qui peuvent mieux ordonner leurs pensées et leurs observations. Elles sont aussi (radio et télévision) des instruments efficaces d'instruction civique.

### ...jusqu'à l'usine

Le socialisme que nous préparons ne sortira pas, nous le savons, d'une explosion spontanée de l'intelligence humaine. Il n'y aura jamais de socialisme sans éducation civique ; le socialisme se construit heure après heure, jour après jour, année après année, à partir des bancs de l'école primaire et sur les gradins des facultés.

L'instruction, c'est tout d'abord de l'information. L'information, c'est l'instruction des citoyens.

Mais l'information — qui naît dès l'école — n'a pas seulement ce caractère politique et civique. Elle est aussi, nécessairement, économique. On ne peut plus concevoir une société industrielle moderne sans un minimum de participation des travailleurs. Ce début de participation restera cependant un leurre tant que les travailleurs n'auront pas accès à la totalité des informations économiques et commerciales. L'appareil économique de l'Etat, les imbrications internationales, le système du crédit, les compensations imposées par la coordination, la planification sur le plan national et son adaptation à l'échelle européenne et mondiale imposent une



information économique totale et objective.

Nous touchons là les fondements de l'économie capitaliste et libérale et toute action avançant dans le domaine de la démocratie économique efficace est une victoire partielle du socialisme.

### Un régime s'identifie à ses façons d'informer

L'information, en définitive, c'est l'art d'élever l'individu et d'en faire — socialement — un citoyen conscient.

L'instruction primaire, c'est la première information donnée à l'enfant. Tout manque d'objectivité retentira longuement dans le cerveau du futur citoyen.

La culture, c'est l'accumulation des informations susceptibles de créer de nouvelles valeurs significatives pour l'avenir.

La connaissance, c'est aussi l'information des données économiques et sociales capables de formuler un véritable sens à l'action quotidienne des hommes pour acquérir un mieux-être dans une société plus juste et plus ordonnée.

Mais l'information, c'est la mise à la disposition des hommes de tout ce qui peut exciter le sens critique du citoyen intéressé à la marche de la cité, à sa prospérité et à la paix.

L'Etat bourgeois ne s'est pas dispersé en vain : il a l'économie en main (l'interpénétration capitaliste — secteur privé-secteur public — est manifeste) ; il oriente l'éducation de la jeunesse et la culture des adultes ; il influence largement les conditions d'existence de l'édition ; il sait soumettre à ses volontés une large fraction de la presse d'informations générales ; il a ses porte-parole appointés dans la presse financière et économique ; il contrôle le cinéma et monopolise la télévision tout en faisant peser sur la radio sa pression financière et l'autorité de ses fonctionnaires.

C'est ça le régime bourgeois. Il pourrait, demain, devenir un régime fasciste (il est déjà, malgré ses apparences, et dans de nombreux domaines, un régime d'autorité). Le régime bourgeois n'est pas incapable d'assurer quelques satisfactions aux travailleurs, mais il le fait en les ligotant un peu plus dans les liens d'un asservissement social et intellectuel tissés par une information qualitativement capitaliste.

Toute planification se fonde sur la connaissance des besoins des hommes, mais ces besoins peuvent être exprimés par des bureaux ou solliciter la participation intelligente d'un grand nombre de gens qualifiés par leur appartenance à des organismes représentatifs des activités humaines. Or l'information totale — c'est-à-dire politique, économique, sociale et philosophique — est indispensable pour permettre le jugement sain. D'où la nécessité de l'éducation civique.

Le respect de la liberté et l'amour de la vérité doivent imprégner la conscience des citoyens dès leur entrée dans la famille humaine. Mais il faut plus encore : c'est-à-dire inculquer la volonté de se battre, non pour des abstractions mais pour conquérir — jour après jour, dans tous les domaines de la connaissance — le droit entier à une information totale, principe essentiel à la démocratie et support capital du socialisme.

B. Adry-Brille et Bertrand Renaudot.



Il y a 10 ans

# Une occasion perdue Une leçon pour l'avenir



QUI se souvient du 17 juin 1954 ? Ce jour-là, désigné par le président de la République, un député sollicite l'investiture des représentants du peuple pour assurer les fonctions de chef de gouvernement. Apparemment, rien d'extraordinaire dans cet événement : des crises trop fréquentes ont transformé cette procédure en routine et l'opinion publique est habituée mais lassée de ce carrousel politique. Pourtant, cette fois, c'est une atmosphère nouvelle que connaît le Parlement.

La situation est tragique, Dien-Bien-Phu vient de tomber le 7 mai. L'homme auquel on a eu recours n'appartient pas au personnel politique habituel : inlassablement, il a dénoncé depuis dix ans devant le Parlement les conséquences tragiques des abdications consenties par les gouvernements successifs.

Il y a à peine un an, en 1953, il a déjà présenté son programme et l'Assemblée n'a pas accepté les remèdes qu'il proposait. Contre lui se sont ligués les forces réactionnaires et le monde capitaliste a tout fait pour lancer le discrédit contre ses propositions.

Pierre Mendès-France n'est pourtant pas un inconnu. Mais c'est un homme nouveau, qui parle un langage clair ; et cela, consciemment ou non, est ressenti par la grande majorité des Français.

Devant le Parlement, il a présenté ainsi son programme :

« Le plan d'action de mon gouvernement comportera trois programmes :  
1° Avant le 20 juillet, il s'efforcera d'obtenir un règlement du conflit de l'Indochine ;

2° A ce moment, au plus tard, il vous soumettra un programme cohérent et détaillé de redressement économique et demandera des pouvoirs nécessaires pour le réaliser ;

3° Enfin, et toujours avant les vacances parlementaires, il vous soumettra des propositions qui vous mettront en état de prendre vos décisions, sans nouveaux délais, sur notre politique européenne.

« Il est entendu — encore une fois — que si, à l'une de ces étapes successives, je n'ai pas réussi à atteindre l'objectif fixé, mon gouvernement remettra sa démission à M. le président de la République.

« Aujourd'hui, je ne demande donc la confiance de l'Assemblée que pour un premier délai de quatre semaines qui seront consacrées à mon premier objectif : le « Cessez-le-feu » indochinois.

« Je vous demande une réponse claire. »

Les réponses ne sont peut-être pas aussi nettes et précises que le demande le président du Conseil désigné, mais le vote, quant à lui, est net : 418 voix contre 47.

Le nouveau chef du gouvernement est désigné et, sans retard, se met au travail. Les différentes étapes annoncées vont être successivement franchies.

Les 22 et 23 juillet, Mendès-France rend compte à l'Assemblée des accords signés à Genève mettant fin aux hostilités en Indochine. La poli-

tique du gouvernement est approuvée par 462 voix contre 13.

Les 10 et 13 août, le président du Conseil soumet au Parlement les grandes lignes de son programme économique et sollicite les pleins pouvoirs ; là encore, le Parlement lui accorde sa confiance.

Les 7 et 12 octobre (le traité sur la C.E.D. ayant été repoussé) les accords de Londres sont approuvés par l'Assemblée nationale par 350 voix contre 113.

Entre temps, fidèle à une promesse que ses prédécesseurs n'avaient jamais tenue, il a accordé l'autonomie interne à la Tunisie, qui ouvre dans le Maghreb la voie à la décolonisation tout en sauvegardant les chances d'une évolution vers l'indépendance par étapes et dans l'intérêt commun des pays intéressés.

Pierre Mendès-France tient parole. Ce qu'il a promis le 17 juin, il le réalise et toujours avec consultation du Parlement. Le pays tout entier suit le combat mené pour son redressement. Le réveil civique de la Nation s'est amorcé : les lettres nombreuses d'approbation et de critiques parviennent au président du Conseil. Le citoyen reprend conscience de ses responsabilités, interroge, discute, participe à la vie publique.

Mais le Parlement n'a pas compris cette chance. Inquiet devant le réveil du pays, ses craintes vont lui faire perdre l'occasion qui s'offre à lui.

A plusieurs reprises, Pierre Mendès-France lance des avertissements à l'Assemblée :

— Le 2 novembre 1955, il déclare : « Je vous demande d'y réfléchir, ce n'est pas impunément que les représentants du peuple peuvent méconnaître avec tant de continuité et de tenacité la volonté populaire... »

— Et lorsque le gouvernement est renversé, le 5 février 1955, il s'écrie : « Par-delà les accidents de la politique, au-dessus des querelles d'hommes et de partis, le chef du gouvernement qui s'en va transmet à celui de demain l'appel qu'à sa place il lui a été donné d'entendre : c'est celui de l'espérance d'un grand peuple, à juste titre impatient. »

Et à l'Assemblée nationale, dépositaire de la souveraineté, il dit simplement : « Vous représentez cette espérance, ne l'oubliez jamais ! »

Alors contre lui se retrouvent les adversaires de 1953 et, plus virulents que jamais, les représentants des gros intérêts algériens. Pour la droite française, la politique préconisée représente le plus grand danger. Contre l'homme qui la propose, la peur engendre la haine et les pires calomnies commencent à s'énoncer. Collaborateurs d'hier, fascistes, qui se souviennent du Front populaire, antisémites maurassiens murmurent et insultent comme ils le firent contre Salengro, Jean Zay, Léon Blum... Des radicaux vindicatifs, des M.R.P. enlisés dans leurs fautes passées, s'associent à ce « barrage » pour camoufler le procès de leurs carences et de leurs incapacités criminelles. Bien trop d'hommes, hélas ! par leur silence, se font complices de ces lâches sous-entendus. Mais contre la vérité il n'y a que des victoires passagères. On peut, certes, retarder les échéances, duper les hommes, exploiter les peuples, mentir effrontément, on ne peut pas renverser la marche inéluctable des événements.

Et dix ans après on peut, avec le recul du temps et l'expérience acquise, tirer les conséquences de cette occasion manquée.

Le pays les vit aujourd'hui avec l'instauration du pouvoir personnel, la régression de la démocratie, une politique économique au service des grands intérêts.

Mais un jour comme il y a dix ans, le peuple de France prendra conscience du mépris où on le porte, des mensonges qui l'endorment de la situation critique et injuste faite à ceux qui travaillent.

Un jour comme il y a dix ans, le peuple de France pourra à nouveau croire en la démocratie.

A nous tous d'agir pour que ce jour soit celui de notre victoire.

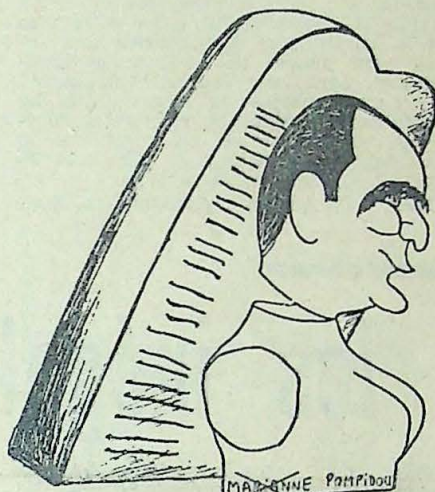
Harris Puisais.

# Le Problème des institutions

LES militants regroupés au sein du P.S.U. ont combattu depuis 1958 le régime de pouvoir personnel établi au lendemain du coup de force du 13 mai.

Cette opposition radicale ne saurait faiblir et se contenter aujourd'hui des retouches de détail à la Constitution de la V<sup>e</sup> République que propose Gaston Defferre.

Au moment où, à l'occasion de la campagne présidentielle, le problème des institutions va redevenir actuel, il nous appartient de proposer, à l'ensemble des forces appelées à constituer le Front socialiste, les grandes lignes d'un régime politique hardiment démocratique permettant de s'engager dans la période de transition vers le socialisme. Dans un Etat moderne, doté d'une économie développée, attaché depuis longtemps aux libertés de pensée et d'expression, l'édification du socialisme ne saurait se concevoir comme dans les pays sous-développés ; cette conception implique le maintien de la pluralité des partis ce qui, dans la gauche française, n'est plus contesté par personne, les communistes eux-mêmes ayant renoncé à la notion monolithique de la dictature du prolétariat qu'ils avaient soutenue autrefois.



Dans le cadre de ce court article, il est évidemment impossible de traiter tous les aspects des problèmes fondamentaux auxquels il est consacré. Aussi devons-nous nous contenter d'énumérer brièvement les points qui nous semblent les plus importants :

I. — Les élections doivent comporter une consultation loyale des électeurs et aboutir, entre les membres de la majorité issue des élections, à un contrat pour l'application du programme pendant la législature. En cas de rupture de ce contrat, il y a lieu de recourir au seul arbitrage du suffrage universel. Les électeurs français, se méfiant des combinaisons parlementaires, ont exprimé leur volonté de choisir eux-mêmes le chef de l'Exécutif. Cette volonté doit être respectée, mais il importe alors que celui-ci soit le chef de la majorité et coopère avec elle. Ceci implique qu'il soit élu en même temps que les députés et pour la même durée. Les pouvoirs considérables que lui confère son élection au suffrage universel aboutissent à faire de lui un véritable chef du gouvernement, mais doivent avoir pour contrepartie sa responsabilité devant l'Assemblée. Si l'Assemblée manifeste sa défiance au président, celui-ci doit démissionner et l'Assemblée est aussitôt dissoute. A l'inverse, si le président prend l'initiative de dissoudre l'Assemblée, il est automatiquement démissionnaire. Ainsi, seulement, pourront être évités et le pouvoir personnel qui résulte de l'irresponsabilité du président devant l'Assemblée, et les renversements de majorité qui, dans le passé, aboutissaient à ce que, sous l'influence des groupes de pression, les législatures commencées à gauche se terminaient à droite.

II. — Une seconde Assemblée, élue au suffrage universel, mais par de vastes catégories socio-professionnelles, aura pour mission de préparer le Plan, de l'adopter conjointement avec l'Assemblée politique, d'en surveiller l'exécution, de participer à l'élaboration de la législation économique et sociale, de contrôler le secteur nationalisé. Les candidats à cette assemblée seront désignés par les organisa-

tions syndicales. Pour éviter tout corporatisme, les électeurs seront répartis en de larges collèges : ouvriers de l'industrie, employés, cadres, employeurs, fonctionnaires, travailleurs indépendants, ouvriers agricoles, exploitants ruraux. La prépondérance des salariés sera assurée par la représentation de chacune de ces catégories par un nombre d'élus proportionnel au nombre des électeurs inscrits dans ce collège.

III. — Sur les questions importantes, le pays pourra être consulté par voie de référendum mais, afin de retirer au référendum tout caractère plébiscitaire, le texte de la question sera discuté et adopté par l'Assemblée politique. Les consultations nationales doivent pouvoir aussi être organisées à l'initiative populaire, ce qui donnerait une portée pratique aux campagnes d'opinions.

IV. — Il faut assurer une démocratisation de la vie régionale par la création d'assemblées politiques et économiques régionales dotées de pouvoirs réels, notamment en ce qui concerne la préparation du Plan et l'équipement des régions.

La démocratisation de la vie locale implique l'élargissement des pouvoirs des communes, par l'attribution de ressources qui leur soient propres et la participation à la vie municipale des organisations populaires : unions locales de syndicats, groupes culturels, associations de parents d'élèves, maisons de jeunes, groupements de locataires et de copropriétaires.

V. — L'indépendance, à l'égard du gouvernement, de secteurs-clés de la vie nationale, que la Justice, l'Education nationale, l'Information, ne peut être garantie qu'en assurant leur gestion par des conseils où figurent, d'une part, les représentants de l'ensemble de la nation, d'autre part, les représentants des professions et groupements intéressés.

VI. — L'armée et la police doivent être soumises au contrôle effectif des élus du peuple. Les jeunes soldats seront appelés à participer à la gestion de la vie en commun à la caserne. Aucune peine privative de liberté ne saurait leur être infligée sans jugement.

Ces réformes de structure politique risquent, bien entendu, de demeurer illusoire si les pôles de domination économique n'étaient pas soustraits à l'emprise des intérêts privés.

Les idées que nous énonçons ici d'une manière schématique ne sont que des suggestions soumises à la discussion, tant au sein du P.S.U. que des formations politiques et syndicales avec qui nous entendons constituer le Front socialiste.

Nous n'ignorons pas certaines objections qui nous seront faites, mais nous pensons que de sérieuses confrontations sur ces thèmes pourraient aboutir à des solutions constructives à opposer enfin, tant au gaullisme et au néo-gaullisme, qu'aux partisans du retour au passé.

Pierre Stibbe.

## Le billet d'...

« Il n'y a pas de République, sinon de nom, sans le principe de la souveraineté du peuple. Or, beaucoup de gens admettent cette souveraineté, et le suffrage universel qui en est le signe le plus palpable, mais conservent néanmoins la prétention de diriger les affaires politiques d'après leurs idées et leurs principes à eux, sans songer qu'il n'y a qu'un moyen de diriger sans usurper, c'est d'instruire. Ces gens-là qui sont les plus dangereux ennemis d'une République, justement parce qu'ils se proclament républicains, se reconnaissent à une certaine couleur de principes, à de certains détours qu'ils prennent pour anéantir la souveraineté du peuple aussitôt après qu'ils l'ont proclamée. »

ALAIN  
(Cahiers de Lorient, p. 62).  
p.p.c. : Jean BINOT.



# LES CONTRADICTIONS DU NEO-CAPITALISME

**L** n'a jamais été de bonne tactique de surestimer ses propres forces. Pourquoi se leurrer ? Le mouvement socialiste n'est pas dans une période ascendante, en Europe, à l'heure actuelle. Mais chez des socialistes qui ont appris à découvrir la dialectique dans l'histoire, cette constatation ne provoque pas de pessimisme. Le déroulement de l'histoire n'a jamais été régulier ni calmement progressif. Les périodes de mutation sociale surviennent après des phases historiques essentiellement caractérisées par les contradictions et la confusion. Or nous sommes incontestablement dans une telle phase.

Le mouvement socialiste se trouve aujourd'hui désorienté et démobilisé pour une raison relativement simple. Alors que nous attendions tous l'effondrement du capitalisme de ses contradictions techniques internes, c'est-à-dire de son incapacité à assurer le plein emploi, à provoquer la croissance économique, nous sommes obligés de constater, que cela nous plaise ou non, que le capitalisme n'a jamais été aussi florissant qu'aujourd'hui. Les niveaux de production sont en perpétuelle augmentation, il n'y a pas eu de crise économique depuis vingt ans, il n'y a plus que très peu de chômage en Europe continentale. Voilà pour les constatations. Or le mouvement socialiste est organisé et orienté en fonction de la mobilisation des travailleurs dont les revenus et l'emploi sont constamment menacés. Cette menace pèse, aujourd'hui, un peu moins lourd qu'avant. Une relative démobilisation s'ensuit, et la condamnation d'une tactique qui n'espérait la combativité des travailleurs que venant de leur misère.

Mais le capitalisme, s'il a su organiser, depuis vingt ans, sa propre croissance mieux que jamais, n'a pour autant rien résolu de ses contradictions fondamentales.

Rungis dit ici-même à quel point ce développement aggrave l'injustice sociale et l'inégalité, et énumère les axes de nos

prochaines luttes. Mais il faut dire plus que jamais à quel point ces luttes peuvent être favorisées par les obstacles que rencontre le capitalisme du fait même de son expansion.

1° Première contradiction : la lutte des travailleurs a obtenu des résultats assez substantiels pour empêcher le capitalisme d'assurer son équilibre par un important chômage. Mais, dans cette situation, les différents capitalismes nationaux cherchent un nouveau régulateur dans l'inflation. Seulement les pouvoirs d'Etat, tout capitalistes qu'ils soient, ne peuvent admettre une inflation trop rapide pour des raisons internationales. Le capitalisme est obligé de se soumettre, par conséquent, à une intervention croissante de l'Etat sommé d'arbitrer entre les différents intérêts capitalistes opposés : capital foncier, bancaire, industriel de grandes ou de petites entreprises.

2° Dans le même sens joue une évolution qui enlève toute signification à l'idée de « libre entreprise ». Dans aucune des techniques de pointe, où naît le progrès technologique de l'ensemble de la société, il n'est plus possible de gérer des entreprises de taille suffisante autrement que sous le contrôle de la collectivité : électricité, industrie nucléaire, recherche spatiale, transport aérien supersonique, et surtout recherche fondamentale dans tous les domaines. Cette évolution ne préserve en rien de l'apparition fatale du socialisme, mais elle affaiblit le capitalisme et limite son pouvoir de défense.

3° Troisième contradiction, la plus fondamentale : le socialisme est né d'une critique de l'individualisme que porte avec lui le capitalisme. Il annonçait une société sans classes où les hommes trouveraient dans leur propre communauté les sources mêmes de leur dignité. Le capitalisme a réduit à rien cette espérance communautaire, au point que le mouvement socialiste a le plus souvent renoncé à y faire référence.

Mais voilà que le capitalisme, en limi-

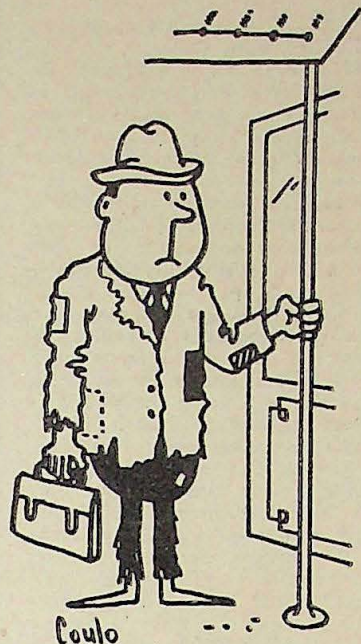
tant la misère sur certaines zones de la planète, comme la nôtre, fait apparaître de nouveaux types de besoins. Il n'est possible de tirer du profit que des opérations qui consistent à vendre des pro-

duits considérablement plus vite que ceux d'alimentation, de textile, d'équipement ménager ou même de logement, pourtant bien mal satisfaits. Cela veut dire que la part de l'activité de production sur laquelle il est directement possible de tirer du profit sans aucun contrôle de la collectivité tend à décroître. A terme, le capitalisme ne peut être que paralysé par cette évolution. Elle ne suffit cependant pas à faire apparaître des formes socialistes de production et de répartition, mais elle peut les rendre nécessaires.

4° Contradiction : le capitalisme ne survit à ces transformations en cours qu'en limitant de plus en plus la propriété des moyens de production, en lui ôtant toute signification réelle. Mais c'est amputer son propre support social. Qui imagine les petits porteurs d'actions de nos grands trusts descendre dans la rue pour les défendre ? Cette image folle évoque bien l'arbitraire et l'absence de base sociale d'une société technocratique recrutée par cooptation et qui ne correspond plus à la réalité des rapports de production, aujourd'hui collectifs sur une base de plus en plus large.

De tout ceci, il résulte que le socialisme demeure la seule issue aux contradictions de la société capitaliste. Mais, dans une société où les entreprises exploitent moins directement les travailleurs qu'elles n'exploitent indirectement les consommateurs, le socialisme devra aggraver ces contradictions en ne limitant pas sa lutte au seul domaine de la production. La lutte contre l'inflation, la lutte pour des conditions de vie quotidienne meilleures parce que faisant mieux leur place aux besoins collectifs, la lutte pour une répartition plus juste des revenus ne sont pas seulement des exigences morales : elles sont les formes de combat qui visent les points faibles du capitalisme.

G. Servet.



duits ou des services. Mais, dans les besoins des familles, la part des achats de produits ou de services décroît au fur et à mesure que les revenus s'élèvent, pour faire place à des besoins collectifs. Les besoins de connaissances, d'enseignement, d'aménagement urbain, de transports en commun, de garantie contre la maladie, de recherche scientifique aug-

## Lutter contre les inégalités sociales croissantes

**L** serait facile dans ce numéro anniversaire de chanter des couplets d'autosatisfaction, célébrant tour à tour le sérieux de nos analyses et la qualité de nos pronostics. Nous avons, de fait, été parmi les premiers, depuis des années, à dénoncer l'aggravation permanente des inégalités sociales, à souligner ses méfaits sociaux et politiques, à inviter les travailleurs à s'y opposer.

Cette fois, l'affaire est reconnue. Depuis que le professeur Milhaud, dans son rapport désormais célèbre au Conseil économique, a avalisé nos conclusions et obtenu l'assentiment unanime de l'assemblée du Palais d'Éna, la presse est pleine de considérations humanitaires sur l'aggravation des inégalités. Même les Pouvoirs publics feignent de prendre la chose en considération : Grandval répète qu'il faut supprimer les zones de salaires, Giscard d'Estaing promet — éternelle technique des traités sur l'avenir — des mesures « pour les plus défavorisés », Pompidou, dans sa dernière interview à la revue patronale « Entreprise », souligne l'urgence d'une meilleure répartition du revenu national et le général de Gaulle lui-même, à la télévision, comme en Picardie parle de distribuer plus justement les fruits de la croissance nationale.

Aurions-nous donc gagné ? Rien n'est plus dangereux que ces espérances de victoire, où l'énergie se relâche, faisant perdre du même coup les fruits de la lutte. C'est vrai, on reparle de nouveau en France des inégalités sociales, alors qu'il y a encore peu, la presse était pleine de cette littérature à l'eau de rose sur l'enrichissement général, la société sans classes déjà réalisée et la solidarité de tous dans le progrès. Alors, méfions-nous : cette vague sentimentale passera, sans que peut-être les mesures qu'on en attendait aient même commencé à être prises.

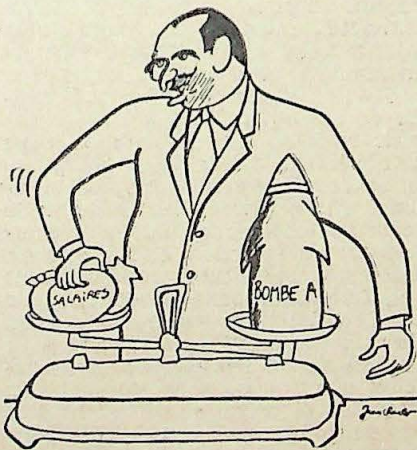
### L'injustice est de plus en plus grande

Loin donc de vendre la peau de l'ours en nous réjouissant trop tôt, redisons, en les actualisant, les grandes tares de l'évolution sociale à laquelle nous assistons et qui pénalisent les plus faibles au profit — c'est toujours vrai — des mieux nantis.

1° La disparité des revenus est énorme en France : elle va de 1 à 1.500 pour les revenus bruts (avant impôts) et de 1 à plus de 500 pour les revenus nets (après impôts) entre l'économiquement faible des campagnes (qui touche 3,60 F par jour) et le groupe des plus gros contribuables français (15 millions d'anciens francs déclarés par mois). Cette inégalité sépare évidemment les classes sociales, les unes touchant beaucoup plus que leur proportion démographique dans le revenu national, tandis que les autres sont, au contraire, frustrées de la part des richesses du pays auxquelles le nombre de leurs membres leur donnerait droit.

Mais l'inégalité passe aussi — on n'in-

sistera jamais assez là-dessus — au sein de chaque groupe : gros agrariens des plaines du Nord ou du Bassin parisien et petits paysans cévenols ou pyrénéens ; cadres supérieurs et manœuvres-balais, tous deux salariés ; techniciens et smigards, tous deux du groupe ouvrier ; travailleurs des régions en essor économique et travailleurs des régions en voie de déperissement ; salariés des industries de pointe et salariés des secteurs en déclin ; travailleurs de l'Etat, brimés par le plus mauvais patron de France et salariés moins mal traités du secteur privé ; travailleurs célibataires et pères de famille...



2° Cette inégalité déjà énorme s'aggrave sans cesse : entre familles ouvrières et autres groupes sociaux (durant les deux premières années d'application du IV<sup>e</sup> Plan la consommation des premières a augmenté moitié moins vite que le pouvoir d'achat des seconds) ; entre salariés et capitalistes, ces derniers étant seuls à profiter de l'enrichissement des entreprises dû à l'autofinancement ; entre salariés de qualification différente, le pouvoir d'achat du smigard ne progressant pas, tandis que celui des cadres augmente moitié plus vite que celui des ouvriers et un tiers plus vite que celui des employés ; entre manœuvres et ouvriers qualifiés, ces derniers obtenant, grâce à leur qualification des augmentations de pouvoir d'achat supérieures de moitié à celles des manœuvres ; entre salariés du secteur public et travailleurs du secteur privé, les premiers ayant pris un retard de 4 p. 100 l'année même où ils devaient en combler un de 10 % ; entre agriculteurs et non-ruraux, la fameuse « parité » promise aux premiers paraissant de plus en plus difficile à atteindre ; enfin, entre célibataires et pères de famille, le pouvoir d'achat des seconds augmentant moitié moins vite que celui des premiers.

Cette divergence croissante entre les revenus, toujours au détriment des plus pauvres aboutit évidemment à accroître des inégalités sociales déjà scandaleuses.

### Le capitalisme incapable de lutter longtemps contre l'inflation

3° En dépit de « mesures sociales » prises de temps à autre et surtout en période électorale, le capitalisme se révèle incapable de lutter durablement contre l'inflation. De temps à autre, un Premier ministre réactionnaire sort de sa sacochette un plan dit « de stabilisation » qui, sous Pinay, se traduit par du chômage et une dégradation massive du pouvoir d'achat, sous Debré fait payer aux petits salariés et aux paysans le prix du redressement commercial, sous Giscard d'Estaing bloque les prestations familiales, freine les salaires publics, ralentit les salaires privés, sans évidemment bloquer les profits, les marges des commerçants ou les revenus des professions libérales (ni, bien sûr, s'attaquer aux dépenses inutiles de l'Etat, en particulier à la force de frappe).

La situation « assainie », l'inflation repart petit à petit, au profit évidemment des spéculateurs, des commerçants et du patronat, jusqu'à l'opération « de stabilisation » suivante. Comme on l'a souvent dit, le capitalisme se comporte comme un ivrogne passant d'un trottoir à l'autre, s'adonnant successivement aux excès de l'inflation et de la récession. Faute de prendre les moyens d'une politique de croissance dans la stabilité monétaire, il stabilise la monnaie en ralentissant la croissance, ou tolère la croissance en sabordant sa monnaie, au détriment des petits, bien entendu.

4° Le capitalisme a-t-il d'ailleurs vraiment envie de lutter contre l'inflation génératrice d'inégalités sociales accrues ? Il le répète sans cesse par la voie de ses porte-parole politiques. Mais ses grands maîtres industriels agissent comme s'ils souhaitaient le contraire.

La hausse des prix réduit leurs dettes, facilite le financement de leurs investissements, accroît leurs marges bénéficiaires. Que leur importe que le prix en soit payé par les classes sociales les plus défavorisées de la nation ? La « dure loi » de l'équilibre économique à rétablir ne pèse pas sur les riches.

### Les axes de nos prochaines luttes

L'avenir, il nous appartient d'en dessiner les lignes en choisissant les axes de nos luttes futures. Ceux-ci sont simples, dans la mesure où ils prolongent le dessin de nos batailles anciennes.

1° Il nous appartient, en tant que socialistes, de donner un sens de plus en plus effectif à la solidarité humaine dans le monde moderne. Si vraiment « rien de ce qui est humain ne nous est étranger », l'épanouissement de l'homme, son bien-être matériel et intellectuel doivent être au premier plan de nos préoccupations. Notre lutte doit donc viser d'abord à donner à tous les groupes brimés par le capitalisme les moyens de profiter des riches-

ses d'un monde en constant progrès. Ce ne sont pas là phrases creuses mais objectifs prioritaires dans nos programmes de lutte qui tiendront d'abord compte des besoins les plus urgents et des aspirations des groupes sociaux exploités.

2° Cela implique, dans un pays moderne, le choix d'objectifs d'égalisation des revenus, les inégalités les plus choquantes étant pourchassées les premières et les inégalités excessives combattues ensuite. C'est sans doute aller contre le lâche courant moderne à accepter les revendications des catégories favorisées — y compris chez les salariés — sous prétexte que ces groupes sont plus nécessaires à l'économie ; mais il faut savoir quel sens profond nous donnons à notre option socialiste.

3° Il faut, bien sûr, accepter de se donner les moyens de sa politique et, pour nous, en tirer les conséquences pratiques au plan du dirigisme des revenus directs, de la planification des revenus indirects (retraites, prestations familiales, Sécurité sociale...), de la fiscalité, de l'orientation de l'épargne... Bref, ne pas refuser de parler de « politique des revenus » sous prétexte que Pompidou en parle aussi (mais ne parle-t-il pas aussi de salaires, de prix, de paix ?...), mais précisément quelle politique des revenus nous entendons faire, au profit de quels groupes sociaux, en privilégiant quels objectifs, en nous attaquant à quelle catégorie d'exploiteurs ?

4° C'est, on le voit, tout le problème du pouvoir qui est ainsi posé : pouvoir à l'échelon national, une majorité parlementaire de gauche étant nécessaire pour la réalisation de ce programme sans retomber dans les démagogues ou les impuissances des ministères de gauche « de papa » ; pouvoir à l'échelon de l'industrie aussi pour contrôler puis remplacer les trusts qui détiennent les clés du développement dans chaque branche économique ; pouvoir à l'échelon de l'entreprise enfin, le maquillage des comptes et le « secret des affaires » étant généralement opposé par le patronat pour refuser le dialogue ou les revendications.

Bref, ce « contre-plan » à faire prévaloir dans le domaine des revendications sociales débouche tout naturellement sur la lutte à tous les échelons pour la prise du pouvoir économique. La planification démocratique n'est pas comme une sorte de sauce qu'on répandrait sur le plat de résistance ; elle est le moyen de faire prévaloir nos objectifs et d'en assurer la réalisation effective. Nationalisations démocratiques, municipalisation du sol, gestion ouvrière chaque fois que cela est praticable, tels sont les moyens essentiels, avec l'éducation des citoyens de mener à bien ce combat contre l'inégalité que nous n'avons cessé de mener. Notre constance passée garantit à nos lecteurs notre fidélité dans l'avenir.

M. Rungis.



# SPÉCULATION OU POLITIQUE SOCIALISTE DE L'HABITAT

**L**A sous-estimation des besoins demeure l'une des constantes de la politique du logement suivie par les gouvernements qui se sont succédé depuis plusieurs décennies. Dès 1920, un projet de loi prévoyant la construction de 500.000 appartements locatifs à caractère social est rejeté, Sénat et gouvernement reculant devant les charges. En 1948, le ministre de l'époque fixe l'objectif annuel à 240.000 logements. Pourtant, déjà, les besoins sont évalués à 350.000 ; il est vrai que cette année-là, seulement 40.000 appartements seront terminés. En 1964, le gouvernement se fixe comme objectif optimum 360.000 logements alors que 500.000 constitueraient l'effort minimum à fournir pour sortir d'une situation qui prélude au désastre et qu'il existe un « déficit » dans le patrimoine immobilier évalué à plus de 2.000.000 d'appartements.

L'absence de politique cohérente fut, certes, la caractéristique de la IV<sup>e</sup> République. Lorsqu'en février 1953, Pierre Courant présente un plan d'ensemble destiné à mettre en œuvre une politique globale de l'habitat et définissant des moyens permettant de résoudre le problème foncier, l'industrialisation des professions du bâtiment, le développement des organismes H.L.M., la création d'un nouveau type de logement, etc., seule la partie concernant l'accession à la propriété sera appliquée : elle permettra en effet d'assurer un certain redressement, mais avec l'avantage considérable de ne pas toucher aux structures fondamentales. Lorsque le 3 août 1957, la loi-cadre construction entend assurer un financement stable et suffisant de la construction et des équipements sociaux, assurer un aménagement cohérent du territoire, promouvoir une réforme foncière, elle ne restera qu'un texte d'intentions, aucun texte réglementaire ou complémentaire n'ayant jamais vu le jour.

La V<sup>e</sup> République, elle, a une politique de la construction qui se situe dans la « meilleure » des traditions libérales. Quand M. Maziol affirme que l'initiative privée doit relayer l'aide de l'Etat, il ne fait que s'affirmer le disciple, en termes plus mesurés, du principe énoncé en 1891 par la « Ligue pour la défense de la propriété et de la liberté » : « Quelle que soit l'étendue du mal, nous sommes les ennemis déterminés de la construction de logements par l'Etat ou les municipalités... » Aussi entre 1961 et 1963, le pourcentage des crédits publics investis dans la construction est-il passé de 41,5 % à 32 % ; pour 1964, il devrait descendre à moins de 25 %. Sans doute 100.000 logements H.L.M. ont été terminés en 1963 et un peu plus le seront en 1964 : mais si l'on retranche les quelque 25.000 logements qui ont été attribués aux rapatriés et les quelque 30.000 qui doivent l'être cette année, le « record » est loin d'être battu.

M. Maziol peut affirmer que les groupes financiers ne pourront s'attribuer les meilleurs terrains et démontrer l'efficacité des mesures prises : Z.U.P., Z.A.D., taxe de régularisation des valeurs foncières, imposition des plus-values. La Société Générale Foncière, importante banque spécialisée dans les opérations foncières et immobilières, se félicite, au cours de son assemblée générale du 22 mai 1964, de sa « stricte politique d'économie et d'autofinancement total » qui va lui permettre de vivre « une ère nouvelle, marquée par la réalisation d'importantes opérations de construction ». Les résultats seront d'autant plus intéressants que « la nouvelle législation foncière ne touche la société ni directement ni indirectement ».

Le ministre de la Construction peut se féliciter de la stabilité qui commence à apparaître dans les prix de la construction. « Le Figaro » du 9 juin publie une page et demie de publicité concernant 154 programmes de construction en vente dans la région parisienne. Sur 71 réalisations en cours à Paris, 17 sont vendues entre 1.500 et 2.000 F le m<sup>2</sup>, 16 entre 2.000 et 2.500 le m<sup>2</sup> et 38 — soit plus de 50 % ! — à plus de 2.500 le m<sup>2</sup>, mettant ainsi le 3 pièces entre 10 et 25 millions d'anciens francs... Quant aux programmes de banlieue, au nombre de 83, leurs prix se répartissent

ainsi : 2 sont vendus à moins de 1.000 F le m<sup>2</sup>, 38 entre 1.000 et 1.500, 34 entre 1.500 et 2.000, 8 entre 2.000 et 2.500 et 1 à plus de 2.500 le m<sup>2</sup>.

Alors que les Offices H.L.M. ne peuvent réaliser les logements locatifs nécessaires faute de crédits suffisants, les sociétés conventionnées ou d'investissements connaissent des résultats financiers très brillants, en menant une « sage politique » les conduisant, comme un des penseurs du régime les y invitait lors de l'élaboration du IV<sup>e</sup> Plan, « à maintenir le rythme de la construction au niveau de la demande soluble ». C'est ainsi que la COFIMEG (Crédit Lyonnais, Saint-Gobain, De Wendel, I.C.P., L'Union, etc.) a pratiquement doublé ses bénéfices entre 1962 et 1963 alors que les logements mis en location n'ont progressé que de 28 % environ.

Est-ce à dire que cette situation soit sans issue et qu'il faille se résigner à la crise du logement, puisque celle-ci, dans sa forme moderne, dure depuis plus d'un siècle ? Certainement pas. Mais une évolution de la situation n'est possible que si ceux qui, à un titre quelconque sont concernés par la crise, ont la certitude qu'ils peuvent agir, participer et contrôler l'action et la politique à instaurer. Si l'opinion ne réagit pas — ou réagit mal — c'est que depuis quinze ans, elle a été chloroformée. Du « bientôt il y aura partout des pancartes appartements à louer » de M. Lemaire au « théoriquement la crise du logement n'existe pas » de M. Sudreau, tout a été mis en œuvre : fausser les mécanismes, diluer les responsabilités, éluder les solutions, empêcher la prise de conscience.

Il y a d'abord un travail d'information à faire. Les problèmes de l'habitat sont complexes et le gaullisme, pour mieux masquer son entreprise de « banquisition » de la construction a parcellisé les solutions et a réussi à isoler chaque donnée, ainsi le citoyen moyen n'a-t-il plus aucune vue d'ensemble. Seuls, des citoyens informés peuvent agir.

Il y a aussi une politique à définir : celle d'un Service national de l'habitat. Mais cela passe par une démocratisation réelle des Offices H.L.M. où locataires et futurs attributaires doivent gérer effectivement, contribuer à la définition des nouvelles opérations, contrôler la politique suivie. Ce n'est que dans la mesure où les bénéficiaires auront la certitude que les Offices sont « leur chose » qu'ils pourront devenir effectivement des pilotes en matière d'architecture et d'urbanisme. Il y a aussi une nouvelle politique foncière à mettre en œuvre qui passe par la municipalisation du sol. Laisser la libre disposition des sols urbains aux propriétaires, c'est condamner toute politique de l'habitat à l'échec. Mais encore faut-il, pour que cette révolution dans le droit de propriété soit admise, qu'elle soit expliquée et justifiée et qu'elle sauvegarde aussi certains intérêts légitimes. Il y a aussi une industrialisation des entreprises de bâtiment qui passe par la nationalisation de la production des matériaux et celle des grandes sociétés au regroupement à forme coopérative des multiples entreprises artisanales. Il y a encore une politique de financement à définir : le logement est un investissement social indispensable qui doit être pris en charge, pour une large part, par la collectivité tout entière. Des crédits importants sont nécessaires. Même à fonds perdus, ils demeurent rentables car ils permettent de réduire considérablement les dépenses « maladies, troubles sociaux, etc. ». Il faut encore situer la politique de construction dans le cadre plus vaste de l'aménagement du territoire, de la décentralisation, de l'urbanisation, de l'équipement social et culturel. Le logement doit réellement permettre à l'homme de vivre, de travailler, de se reposer, de s'instruire. Ceci suppose encore, bien entendu, information, participation et contrôle des citoyens à cette politique globale de l'habitat.

Ainsi, seulement, le droit au logement, premier des principes d'une politique socialiste de l'habitat pourra entrer dans les faits.

Louis Houdeville.

# littérature

Gérard de Nerval  
Voyage  
en Orient



tom. I  
Europe centrale  
Egypte  
Julliard  
Littérature

5

dirigée par Jean-François Revel

• une bibliothèque de poche pour l'honnête homme et l'étudiant

• Littérature présente des textes classiques, modernes, français et étrangers en EDITION CRITIQUE.

Théophile Gautier  
VOYAGE EN ESPAGNE

Stendhal 6 F

ROME, NAPLES ET FLORENCE

Gérard de Nerval 3,75 F

VOYAGE EN ORIENT 2 vol.

4,80 F

Chateaubriand

ITINERAIRE DE PARIS A JERUSALEM

6 F

Déjà parus :

Baudelaire  
L'ART ROMANTIQUE 6 F

Henri Mürger  
SCENES DE LA VIE DE BOHEME 4,80 F

Daniel Defoë  
ROBINSON CRUSOE 4,80 F

Stendhal  
CHRONIQUES ITALIENNES 4,80 F

# archives

dirigée par Pierre Nora

un format de poche pour bibliothèque •

des textes inédits jamais révélés au public •

des documents originaux présentés par des historiens •



1789 LES FRANÇAIS ONT LA PAROLE  
Cahiers des Etats Généraux 4,80 F

L'ŒIL DE MOSCOU A PARIS 4,80 F

LES DEUX SCANDALES DE PANAMA 4,80 F

AUSCHWITZ AZINCOURT 3,75 F

SATAN FRANC-MAÇON LE CONGRES DE TOURS 4,80 F

# julliard



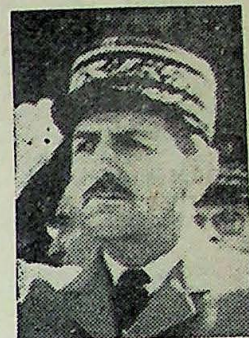
# LES BONAPARTI



Alain Peyrefitte



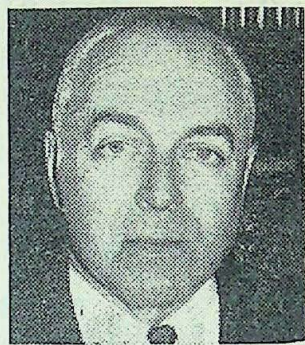
Georges Pompidou



Le général Massu



Marcel Delebarre



Gilbert Grandval



André Malraux



Edgar Pisani



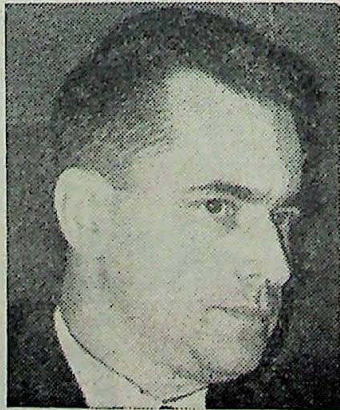
D. Ponchardier



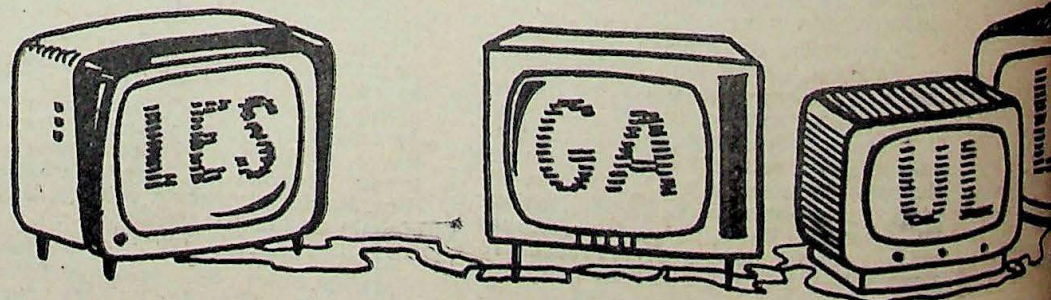
Jacques Foccart



Jacques Richard

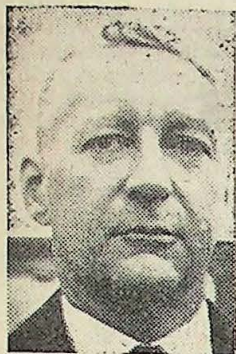


J. Chaban-Delmas





# STES DE 1964



*Pierre Mesmer*



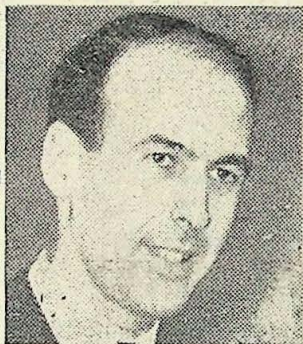
*Michel Debré*



*De La Malène*



*Jacques Maziol*



*Valéry Giscard-d'Estaing*



*M. Couve de Murville*



*Raymond Triboulet*



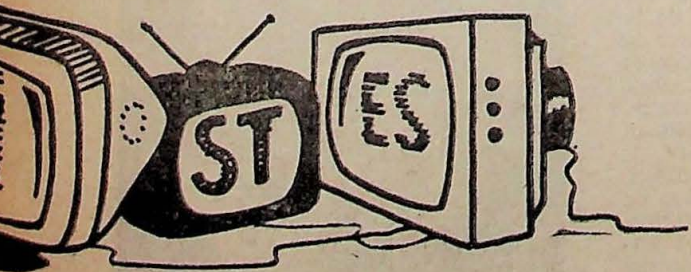
*Roger Frey*



*Jacques Baumel*

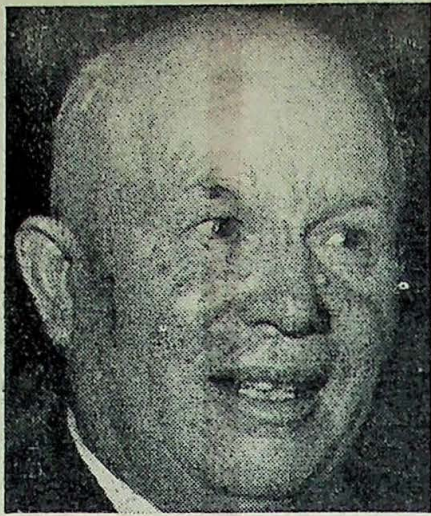


*Louis Terrenoire*





# PAIX ET GUERRE SUR L'HORIZON GAULLISTE



Khrouchtchev



Mao Tsé-tung

DEPUIS les accords d'Evian, qui ont mis fin à la guerre d'Algérie, de Gaulle ne manque pas une occasion de se pavaner sur la scène mondiale : qui donc est le plus grand décolonisateur du monde ? Mais c'est lui, l'ami des Africains, des Arabes, des Chinois, des Vietnamiens, des Cyprotes, et j'en passe ! Qui donc est le vrai neutraliste ? Mais c'est lui, légèrement protecteur vis-à-vis des riches Américains, des totalitaires Soviétiques, champion du « peloton de tête » des grandes nations ! Qui méprise l'O.N.U., pour flatter les petites nations ? Toujours lui ! Qui retire ses officiers et ses soldats des unités de l'O.T.A.N., pour montrer son indépendance ? Toujours le général ! Qui promet aux Européens un bel avenir, s'ils veulent suivre son leadership ? Lui, toujours lui !

La politique extérieure, voilà le vaste et essentiel domaine réservé de de Gaulle, le seul où il estime que ses prouesses soient à sa mesure ! Il expédie son Pompidou à Tokyo, son Edgar Faure à Pékin et à Moscou, son Couve de Murville à Madrid et à Bonn, et lui-même s'exhibe magnifiquement à Mexico, à la barbe des assassins du Texas. Le général occupe toute la scène, du moins si l'on croit ses journaux, sa radio et ses députés, car vue d'ailleurs, la politique extérieure du régime prend des proportions plus modestes.

Comme on dit, toute cette jonglerie lui vaut des « sympathies » ici et là. Ne tient-il pas à la coopération avec l'Algérie nouvelle ? Ne cherche-t-il pas à commercer avec Cuba ? N'a-t-il pas reconnu diplomatiquement la Chine ? Et n'affirme-t-il pas

en même temps qu'il appartient (car la France, c'est lui) au monde libre ? Qu'il ne cédera pas d'un pouce à Berlin ? Qu'il est le paladin de l'Occident contre le péril jaune ?

On serait bien en peine de tirer de tout cela une idée claire, une politique déterminée. De Gaulle, disent ses amis de l'U.N.R., offre au monde le visage détendu, les mains ouvertes, la bonne volonté du pacificateur de l'Occident, sans risque puisque Johnson et Erhard présentent, pour leur compte, une figure plus rébarbative, plus méfiante, et que l'arsenal de la « défense » est toujours entre leurs mains. Mais que se cache-t-il derrière ces offres de médiation au Laos ou au Vietnam, ces flatteries envers l'Allemagne fédérale, ces invites à Nasser comme à Israël ?

En fait, en politique étrangère comme à l'intérieur, de Gaulle veut garder les mains libres pour choisir à son gré les attitudes qui lui seront utiles selon les occasions. Il ne veut se lier à aucune politique de longue haleine, ni celle de l'Alliance atlantique, ni celle de l'Europe neutraliste, ni celle du rapprochement avec la Russie. Il veut pouvoir exploiter toutes les situations, soi-disant au bénéfice de la France, en fait pour parvenir à ses vraies fins qui sont la constitution d'une grande puissance militaire moderne, épine dorsale d'une Europe « sans rivages » dont la France aurait la tête.

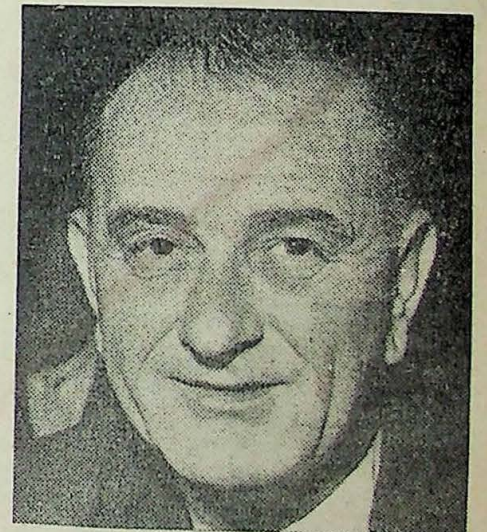
En effet, derrière toutes les volte-face du régime, au-delà de ses gestes plus spectaculaires qu'efficaces, réapparaît toujours une constante : la réorganisation de l'armée, la création d'une force nucléaire, l'extension du

pouvoir militaire. Et pour quoi faire ? Une politique d'intervention lorsque « l'intérêt général », interprété par lui, le commande, politique qui ne fera qu'aggraver un peu plus les dangers toujours menaçants de guerres locales pouvant dégénérer en guerre générale.

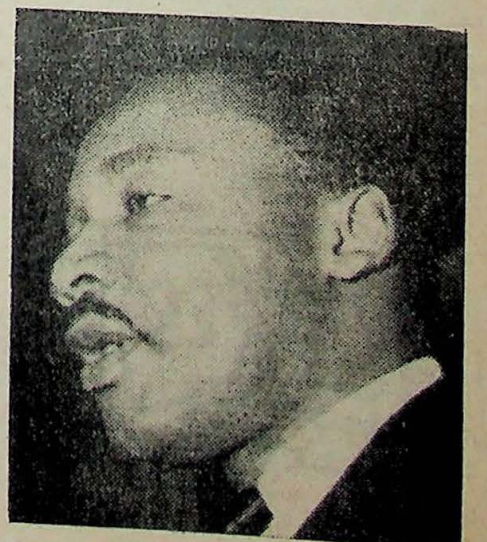
Déjà, pendant la guerre, de Gaulle a commencé son ascension en exigeant de ses protecteurs qu'ils reconnaissent l'Empire, le vieil empire colonial de la France. De Pointe-à-Pitre à Cayenne, de Dakar à Hanoï, il ne voulait rien lâcher. C'est lui qui avait expédié Thierry d'Argenlieu en Indochine, étouffé la révolte du Maghreb en 1945, approuvé l'expédition de Suez dix ans plus tard. Quelles leçons a-t-il tiré de l'échec final de toutes ces opérations ? Que pour refaire une « grande » politique — seule à sa mesure — il fallait refaire la puissance militaire de la France. Tous les réorganisateur des forces de guerre ont besoin d'un peu de paix pour préparer leurs nouvelles armes. De Gaulle ne contredit pas à cette règle. L'horizon 1970 et 1980, pour lui, c'est celui d'une puissance nucléaire, d'un embrigadement de la nation, prêts aux aventures d'un « monde dangereux ». Et pour la même raison, c'est une politique antisocialiste, monarchique dans sa vision, et capitaliste dans sa substance.

Toutes les forces socialistes devraient s'unir pour opposer à cette politique de grandeur militaire, qui se camoufle derrière les protestations d'indépendance et même de neutralité ; une authentique politique de paix. Le danger nucléaire est la plus violente menace à la vie des peuples. C'est lui qu'il faut extirper en s'opposant à une politique militaire qui ne peut conduire qu'à des désastres. La force de frappe est une belle affaire pour le grand capitalisme et ses cadres civils et militaires. Mais c'est une affaire ruineuse pour la France et son peuple travailleur, dont l'avenir est ainsi compromis. Une autre voie s'ouvre : celle du désengagement des blocs de guerre, du respect du droit d'autodétermination des peuples, de la neutralité proclamée dans les conflits. Tout le reste est poudre aux yeux.

Pierre Naville.



Lyndon Johnson



J.-M. Vincent.

Le pasteur Luther King

## LE MOUVEMENT OUVRIER ET LE MARCHÉ COMMUN

LE Marché commun, dit-on dans les milieux de gauche, est devenu une réalité dont il faut tenir compte. Cette constatation de bon sens ne peut fournir à elle seule la base d'une politique socialiste, car il y a plusieurs façons de s'insérer dans un processus économique et social qui reste dominé par les forces capitalistes.

Il y a bien sûr la façon qui paraît la plus simple et la plus commode : celle qui consiste à considérer que l'internationalisation des forces productrices et l'élargissement des marchés offerts aux grandes concentrations capitalistes constituent en soi des faits progressifs qui s'opposent au capitalisme privé et au capitalisme des petites unités. Cette attitude, qui se traduit sur le plan national par un acquiescement non critique aux procédés de l'économie concertée et de la programmation (ou « planification ») capitaliste, est en réalité la tentation majeure des social-démocrates « modernistes » et de ceux qui sont influencés par certains courants technocratiques.

Dans son prolongement logique, elle aboutit aux positions prises récemment par le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe sous l'impulsion de Jean Monnet, c'est-à-dire à des positions favorables à la Communauté atlantique et à l'hégémonie de l'économie dominante du monde occidental, les Etats-Unis, puisque ceux-ci sont les protagonistes du maximum d'internationalisation accessible à l'heure actuelle en régime capitaliste. Sur le plan politique, ce « progressisme » d'un type particulier se traduit par une intégration à peu près complète au dessein stratégique des Etats-Unis : appui à la force de frappe multilatérale, absorption de l'Allemagne de l'Est par la Communauté européenne telle qu'elle est maintenant, appel à la formation d'institutions représentatives pseudo-démocratiques cachant la réalité d'un pouvoir européen oligarchique.

A cet esprit européen, dont la force

d'attraction en milieu populaire reste limitée malgré l'importance, s'oppose comme une solution de rechange la conception de l'« Europe des patries », chère au général de Gaulle. Si on laisse de côté un certain nombre d'aspects accessoires liés à la personnalité du général, elle se ramène à la volonté de défendre l'espace économique des oligopoles européens dont la plupart ne sont pas encore à l'échelle des grandes entreprises américaines ainsi qu'à la volonté de ne pas dévaloriser le rôle des Etats nationaux. Dans la mesure où cette politique tend à coaliser les Etats de l'Europe des Six contre les Etats-Unis, elle prend une légère teinte « neutraliste » et se heurte aux desseins américains dans un certain nombre de points du globe.

Mais son aspect positif ne va pas au-delà de ce rôle de désagrégation de la solidarité atlantique, car elle représente plus un freinage ou une résistance aux processus actuels d'internationalisation du capital qu'une tentative radicalement différente dans ses principes. Fondamentalement, elle partage les buts des fédéralistes à la Jean Monnet : mieux défendre la domination occidentale sur la majeure partie du monde. Aussi ne faut-il pas exclure, quelles que soient par ailleurs les difficultés actuelles (Kennedy Round, prix du blé, rivalités entre Etats), qu'on assiste un jour à un rapprochement entre les deux conceptions de l'Europe sur la base de leur arrière-plan réactionnaire.

C'est qu'en effet, déjà, dans la pratique d'aujourd'hui, les frères ennemis (Hollandais et Français, par exemple) se rejoignent pour toute une série de questions importantes. Avec l'appui de tous les gouvernements, l'exécutif du Marché commun, la fameuse commission Hallstein, propage une politique anti-inflationniste européenne qui s'attaque au niveau de vie des travailleurs et fournit une arme de choix contre des syndicats toujours séparés par les

frontières nationales. Pro-Américains et pro-gaullistes se retrouvent pour établir des rapports néo-colonialistes, revus et corrigés, avec l'Afrique. « Démocrates » et « autoritaires » s'affrontent à fleurets mouchetés à propos de l'Espagne, mais partagent l'idée que les pays de l'Europe méditerranéenne doivent fournir main-d'œuvre et occasions d'investissements profitables. En outre, tous les associés de l'Europe des Six, malgré leurs divergences tactiques, pensent tous que la réunification allemande ne peut se faire qu'en faveur de l'Ouest, ce qui constitue à terme, sinon dans l'immédiat, le principal danger de guerre en Europe.

C'est pourquoi le mouvement ouvrier ne peut se laisser enfermer dans le cadre politique et économique de l'actuelle construction européenne. Il n'a pas à s'adapter au traité de Rome même pour l'aménager. Il n'a pas à soutenir tactiquement les conceptions fédéralistes ou gaullistes. Il doit seulement unir ses forces à l'échelle de l'Europe occidentale sans oublier que les forces authentiquement socialistes des pays de l'Est seront immanquablement amenées à prolonger ses efforts, ne serait-ce que par le biais de la question allemande.

Sa tâche fondamentale est d'approfondir les contradictions de la construction ouest-européenne pour montrer la voie de son dépassement et d'utiliser positivement la crise des formes étatiques et des formes de la planification à l'Est pour montrer la perspective d'une Europe socialiste et unifiée. Les forces productives, dont la principale est la classe ouvrière, sont à l'étroit dans le cadre national, elles le sont déjà dans le cadre de l'Europe des Six. Plus que jamais, il faut raisonner et agir en fonction de l'internationalisme socialiste. Les rapports de force actuels, quoique apparemment pétrifiés, sont transitoires. Il dépend de notre audace qu'ils changent au profit du mouvement ouvrier.



# "AFRIQUE SOCIALISTE" OU "SOCIALISME AFRICAIN"



Fidel Castro

Si le socialisme est partout à l'ordre du jour, il est en Afrique une véritable obsession. Nulle part on n'en parle tant. Nulle part non plus le mot ne recouvre des réalités plus différentes, allant des efforts les plus positifs jusqu'aux plus vulgaires mystifications.

Il est vrai que le mot « socialisme » y est généralement affublé d'un adjectif, ce qui est presque toujours équivoque. On parle très volontiers de « socialisme africain ». Mais qu'est-ce que cela veut dire ? S'agit-il seulement de tenir compte des particularités africaines pour l'édification du socialisme en Afrique ? S'agit-il au contraire de considérer les problèmes africains comme une réalité essentiellement différente, de prétendre en particulier que la lutte des classes n'existe pas dans les sociétés africai-

nes et que le socialisme y sera par conséquent l'« œuvre de tous », du plus riche au plus pauvre, de l'industriel « national » au simple paysan ? En un mot, le « socialisme africain » est-il la voie spécifique vers une Afrique socialiste ou le paravent idéologique de l'Afrique néo-coloniale ?

## Tout dépend du parti et des masses populaires

La réponse est évidemment à nuancer selon les pays.

Au Mali, en Guinée, au Ghana surtout, des expériences intéressantes sont en cours. Ces pays sont caractérisés par l'existence d'une planification centrale, par l'importance du secteur d'Etat dans l'économie nationale, par le rôle et l'organisation d'un parti d'élite à base populaire. Sans doute peut-on dire qu'il s'agit plus d'un nationalisme d'Etat que d'un socialisme au sens où nous l'entendons en France. Sans doute pourra-t-on contester certains aspects du régime de parti unique. Mais il faut se rendre compte des difficultés, du manque de maturité politique, du manque de cadres et de capitaux. La phase nationaliste et le côté « jacobin » du parti unique sont, dans ces conditions, la rançon d'une certaine efficacité.

Il en résulte, il est vrai, de nombreuses difficultés, de nombreux risques d'échec. D'une part, aucun de ces Etats ne peut se passer de l'aide extérieure, y compris des capitaux privés. Leur économie est fondée sur le développement concurrentiel d'un secteur d'Etat et d'un secteur « libre ». La possibilité d'une victoire du second sur le premier n'est pas exclue, ni non plus la possibilité d'une extrême bureaucratisation. Tout dépend du parti lui-même et du rôle des masses populaires, en son sein et dans le pays tout entier. A cet égard, le renforcement du parti au Ghana et la manifestation évidente de ses assises populaires est extrêmement encourageante.

Ailleurs, comme au Sénégal, la situation est plus ambiguë. Certains pensent encore que la perspective socialiste n'y est pas définitivement compromise. D'autres estiment au contraire qu'après la crise de l'année dernier il n'en reste plus rien que des mots. Quoi qu'il en soit, la prépondérance du secteur privé y est évidente.

## Où résident les germes d'une Afrique socialiste

Enfin, dans la plupart des autres Etats, c'est la bourgeoisie mercantile et administrative qui est au pouvoir et qui exploite la population, à la fois pour son propre compte et pour celui des entreprises étrangères. Pourtant, comme le développement du capitalisme en Europe a engendré un prolétariat dont la mission historique est de le détruire, de même le



Nasser

développement de l'économie africaine suscite une lutte de classes de plus en plus violente, dont la grève générale qui vient de se dérouler pendant quinze jours au Nigeria (le plus grand et le plus riche des pays africains) est un exemple impressionnant.

Ainsi, dans chaque pays, la tension des forces est considérable, mais leur degré d'évolution est très inégal. Au demeurant, les perspectives du socialisme ne peuvent guère se limiter au cadre d'un seul Etat. Les nationalités minuscules héritées du partage colonial ne permettent pas un développement économique harmonieux. Celui-ci n'est possible qu'à l'échelle panafricaine. C'est pourquoi la lutte pour l'unité africaine est inséparable de la lutte pour le développement économique et pour le socialisme.

A cet égard, il existe d'ores et déjà de puissants facteurs d'unification, face aux courants centrifuges représentés par les bourgeoisies administratives attachées à leurs pouvoirs respectifs. Il y a la solidarité avec les masses opprimées d'Afrique du Sud et des colonies portugaises ; il y a la répercussion dans tous les pays des conflits sociaux ou des expériences positives de chacun d'eux ; il y a l'identité des formes d'exploitation et de domination économique ainsi que des réactions qu'elles suscitent dans l'opinion populaire. C'est là, plus que dans les discours sur le socialisme africain, que résident les germes d'une Afrique socialiste.

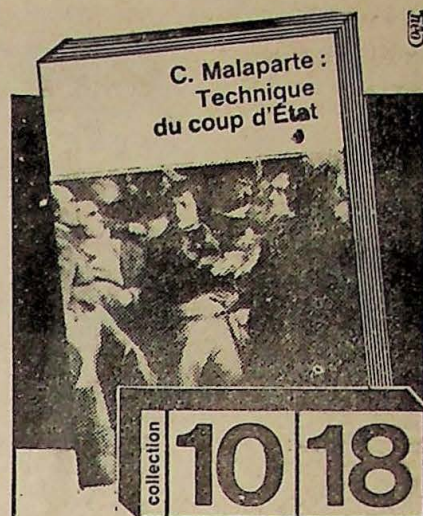
Les pays comme l'Algérie ou le Ghana, qui ont pris dès maintenant une option très claire, peuvent contribuer puissamment — s'ils ne se fourvoient pas eux-mêmes — à guider l'ensemble du continent africain sur cette voie. Mais ils ne le peuvent qu'ensemble et avec le soutien du mouvement ouvrier mondial.

Dans son message à l'occasion du quinzième anniversaire de la fondation de son parti, Kwamé Nkrumah déclarait en conclusion : « Nous ne sommes pas seuls. Toutes les forces de progrès dans le monde sont avec nous. »

Nous savons, hélas ! que cette affirmation du leader ghanéen est plus un vœu pour l'avenir que la constatation d'un fait. Et pourtant, il est vrai que le capitalisme tire de l'exploitation néo-coloniale une part essentielle de sa force. Il est vrai que les prolétariats des pays industriels et les masses des pays du Tiers Monde sont exploités par le même adversaire de classe.

Il appartient au mouvement ouvrier des anciennes puissances coloniales de faire passer dans les faits cette solidarité objective par des contacts organisés et par des actions communes contre l'ennemi commun. L'originalité de notre parti, son indépendance incontestée à l'égard des blocs lui confèrent dans ce domaine des possibilités exceptionnelles et par conséquent des devoirs accrus.

Manuel Bridier.



## C. Malaparte Technique du coup d'Etat

"de même que tous les moyens sont bons pour tuer la liberté, de même tous les moyens sont bons pour la défendre."

2,55 f

C. MALAPARTE

## René de Obaldia Tamerlan des cœurs

suivi de :  
Obaldia, poète tragique  
par Maurice Nadeau

2,55 f

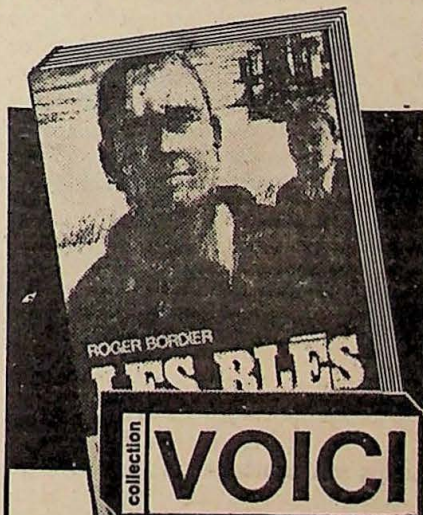
Un roman délicat fait de lyrisme, d'humour et de gravité secrète.

## Pierre de l'Estoile Journal d'un bourgeois de Paris sous Henri IV

4,50 f

déjà parus :

J. COCTEAU  
La difficulté d'être 2,55 F  
N. SARRAUTE  
Portrait d'un inconnu 2,55 F  
G. de NERVAL  
Poésies complètes 2,55 F  
A. ALLAIS  
Le Capitaine Cap 2,55 F  
B. VIAN  
L'écume des jours 2,55 F  
etc...



## Roger Bordier Les blés

Prix Renaudot 1961

4,50 f

## Helmut Carl Les secrets de la matière

Avec une clarté magistrale, tous les problèmes et toutes les conquêtes de la physique actuelle.

4,50 f

Union Générale d'Éditions

Vient de paraître

dans la

COLLECTION PROGRAMME

## L'ENSEIGNEMENT

la brochure n° 1 :

Présentation du programme du P.S.U. précédé

1° d'une analyse de la situation actuelle et des tentatives de réformes ;

2° d'un commentaire du programme.

● L'exemplaire : 1 franc

● Par commande de 10 et plus : 0,80 franc l'exemplaire.

Paiement à la commande

C. C. P. Tribune Socialiste :

5826-65 Paris

54, Bd Garibaldi — PARIS - 15°

La brochure que TOUS  
les militants attendent :

Ernest MANDEL

Initiation à la théorie économique Marxiste

N°s 39 à 41 des CAHIERS DU CENTRE D'ÉTUDES SOCIALISTES

Commandes à Tribune Socialiste .. l'ex. 4 F.





Jean Berthoin



André Bouloche



Lucien Paye



Louis Joxe



Pierre Sudreau



Christian Fouchet

STABI-  
=  
LITÉ ?

## Malgré la loi Debré, les trois quarts des Français se prononcent pour l'enseignement laïc

Nous avons publié, dans notre numéro du 30 mai l'essentiel du rapport sur la réforme de l'enseignement qu'avait présenté au « colloque socialiste » des 23 et 24 mai notre camarade Robert Verdier. Nos lecteurs peuvent donc, pour connaître les grandes lignes de notre plan de démocratisation de l'enseignement, se référer à ce document. Aussi nous bornons-nous aujourd'hui à l'éclairer par quelques commentaires. Jean Binot s'attache à montrer qu'il n'y aura pas de réforme digne de ce nom si l'opinion publique ne prend pas conscience de son urgence et surtout de la nécessité de lui consacrer une part considérable de notre revenu national. Robert Verdier, de son côté, présente quelques réflexions complémentaires sur le problème de la laïcité de l'école.

LES propositions relatives à la défense de la laïcité de l'enseignement que nous avons présentées au « colloque socialiste » des 23 et 24 mai et que *Tribune socialiste* a publiées, ne prétendaient nullement à l'originalité : elles reprenaient pour l'essentiel le programme déjà adopté par le P.S.U. qui, sur ce point, est semblable au programme des autres partis ou organisations rassemblés par le C.N.A.L. Si nous leur ajoutons aujourd'hui un bref commentaire, ce n'est pas pour répéter une fois de plus, dans l'abstrait, des arguments depuis si longtemps connus de tout le monde. Nous voudrions simplement

attirer l'attention sur certains aspects de la situation présente qui méritent d'être pris en considération.

Voilà déjà quatre ans que sont appliquées les dispositions de la loi Debré. Celle-ci, on le sait, apporte l'aide des fonds publics à l'enseignement confessionnel (soixante-huit milliards et demi d'anciens francs sur le budget de 1964, sans compter les fonds attribués au titre de la loi Barangé ou au titre de la loi André Morice). On ne peut donc plus prétendre aujourd'hui que le choix des familles en faveur de l'un ou de l'autre type d'enseignement est commandé par des considérations financières et que l'école publique tire avantage dans ces options de la gratuité. Ce nouveau régime a-t-il provoqué des transferts d'importance appréciable ? A-t-on constaté que la « liberté du père de famille », si souvent invoquée dans les débats, se soit manifestée grâce aux facilités nouvelles en faveur de l'enseignement confessionnel, comme si le choix avait été jusqu'à ce jour faussé par l'ancienne législation ?

Absolument pas. Les proportions sont demeurées sensiblement identiques à ce qu'elles étaient encore en 1959 : aujourd'hui comme hier, c'est un peu moins de 20 p. 100 des effectifs scolaires totaux du premier et du second degré qui fréquentent les écoles confessionnelles. La diversité des situations régionales demeure, elle

aussi, identique. Cette constatation confirme ce que l'on pouvait déjà affirmer à la veille de la guerre, après une expérience d'un demi siècle. L'enseignement laïc avait atteint les objectifs que lui avaient fixés ses fondateurs : il était parvenu à faire vivre ensemble, dans les mêmes établissements, élèves et maîtres de toutes origines, de croyances religieuses ou de convictions philosophiques diverses, dans un respect mutuel de leurs différences et de leurs originalités, avec un sentiment de liberté éprouvé par tous. On peut dire en quelque sorte qu'il y a eu, depuis plus de cinquante ans, un référendum tacite et permanent dont le résultat marque que la neutralité et l'indépendance laïques de l'enseignement public sont reconnues par l'immense majorité des Français. C'est si vrai que même dans des régions de forte pratique religieuse et à prédominance catholique, comme dans l'Académie de Nancy, moins de 9 p. 100 des effectifs scolaires des premier et second degrés fréquentent les établissements scolaires. Cela reste vrai après le vote de la loi Debré.

On était donc fondé à dire que la querelle était éteinte à la veille de la guerre grâce à une solution acceptée par la très grande majorité des Français. Elle a été réveillée par le régime de Vichy et, depuis, chaque fois que les assemblées parlementaires ont été dominées par la droite et l'extrême-droite.

Encore faut-il ajouter que celles-ci n'étaient point poussées par un puissant mouvement de revendication. L'agitation en faveur de l'école confessionnelle a un caractère régional ; elle se manifeste dans une dizaine de départements tout au plus, par un jeu de surenchères et de pressions, on lui donne une dimension nationale. Ainsi des députés ou des sénateurs de départements où la plupart des enfants vont dans les établissements publics, votent, par solidarité politique, des mesures que ne réclame nullement leur corps électoral.

Il nous arrive d'être irrités quand nous entendons dire que la querelle entre enseignement laïc et enseignement confessionnel est une querelle dépassée, une survivance artificiellement entretenue de conflits surannés. Les formules en effet sont prononcées généralement par les adversaires de l'enseignement laïc, chaque fois qu'ils ont remporté une victoire : ils prêchent l'apaisement dans l'espoir de consolider les avantages récemment acquis. En fait c'est nous qui avons le droit de reprendre ces affirmations à notre compte et de les retourner contre nos adversaires : ce sont eux en effet qui ont artificiellement posé un problème que l'opinion française ne se posait plus. Qu'ils n'attendent donc pas que nous renoncions à des principes dont l'application aurait eu pour effet une longue paix scolaire.

Robert Verdier.

## EN APPELER SANS CESSER AUX FRANÇAIS

LE 30 mai, *Tribune Socialiste* publiait de larges extraits du rapport sur l'école et la nation présenté par Robert Verdier au colloque socialiste. Les chiffres cités, les comparaisons faites, les perspectives analysées mettent une fois de plus en relief le double caractère que revêt le problème de l'enseignement dans notre pays (et par extension dans le reste du monde), son importance vitale, son urgence en vérité dramatique.

De sorte qu'à la lecture réfléchie de tels rapports une question vient spontanément à l'esprit : comment se peut-il que les gouvernants, aussi bien sous la République que sous l'actuel régime, n'aient pas objectivement reconnu que ce problème devait tenir, et pour longtemps, la première place — et pourquoi n'ont-ils pas été contraints à la lui consentir, une

priorité si évidente ne devant souffrir ni retard ni débat ?

En dehors et au-delà des explications d'ordre politique, aisées à énoncer, la réponse à fournir est, semble-t-il, fort simple sinon fort banale : c'est qu'en dépit de tout ce qui s'est dit, écrit, proclamé à la tribune des parlements et du congrès, en dépit des mises en garde et des cris d'alarme provenant des autorités universitaires les plus hautes — je songe aux objurgations répétées du recteur Sarrailh — en dépit des sombres tableaux dressés aussi bien par les syndicats d'enseignants que par les associations de parents d'élèves créées malgré tous ces feux convergents, l'opinion publique mal éclairée, trop peu éclairée, demeure indifférente ; elle feint de n'y voir (ou elle n'y voit réellement) que controverses de politiciens ou querelles de spécialistes et, parce que le même drame se joue en bien d'au-

tres pays, elle feint de croire ou elle croit que les choses finiront par s'arranger.

Or l'inégalité devant l'instruction demeure et, à certains égards, s'accroît ; elle constitue l'injustice la plus insupportable et se double d'une erreur démentielle qui retentira sur l'avenir de notre pays. Faut-il préciser que ce ne sont ni les harangues présidentielles, où la banalité est de rigueur, ni les discours ministériels où l'optimisme est une forme d'humour noir, qui font avancer la solution !

La solution, ample et de longue haleine, la priorité qu'il faut instaurer — la priorité des priorités qui doit être donnée non à la force de frappe mais à l'école — tout cela ne résultera pas d'un don gracieux, tout cela devra être conquis, devra être arraché par la volonté populaire enfin mobilisée.

C'est donc à l'opinion, c'est donc à nos concitoyens, à chacun des Français qu'il faut en appeler sans cesse ! Non pas seulement à ceux qui ont des garçons et des filles en classe, et qui en ont souci, et non pas seulement durant les semaines qui précèdent la rentrée d'automne et la suivent, mais à tous les Français et en toute occasion !

Il faut créer là-dessus un mouvement d'opinion puissant et permanent, il faut diffuser partout cette vérité que le destin de notre jeunesse passe par l'école, que, faute de passer par elle, il est mutilé, atrophié sans recours, il faut le dire et le redire : c'est le devoir commun à tous les syndicats ouvriers, à tous les partis qui se réclament du socialisme ; ce devoir contient tous les autres et il n'y en eut jamais de plus essentiel.

Jean Binot.



# Culture et socialisme

La création du ministère de la Culture est une très bonne idée. M. Malraux se dépense certainement beaucoup pour faire apprécier la culture française à l'étranger, cela est très louable, mais nous aimerions qu'il fasse, ne serait-ce qu'un peu, pour la faire connaître aux Français qui l'ignorent et désirent s'en instruire.

Tous les potaches ont séché un jour sur le fameux sujet : « Culture et Technique ». Il s'agit là d'une fausse querelle ; ce qu'il faut séparer, c'est culture et instruction.

Longtemps, et à tort, on a pensé que certaines disciplines étaient la culture et d'autres la technique ; or au même titre que le scientifique, le grammairien ou le philosophe sont des techniciens. Le langage ésotérique n'appartient pas seulement à la philosophie, mais aussi aux mathématiques supérieures.

Qu'est-ce que la culture ? Avant de cerner le problème, donnons quelques anecdotes et définitions lapidaires et par là même un peu outrancières.

Feu Ed. Herriot disait : « La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié. » Pour concise et percutante qu'elle soit, cette définition va plus loin qu'il n'y paraît de prime abord.

Bernard Shaw nous définit ainsi le technicien : « C'est un monsieur qui en sait de plus en plus sur de moins en moins de choses, en définitive, c'est un monsieur qui sait tout sur rien ! » Féroce, mais un peu expéditif.

M. E. Caselli, qui est un philosophe sérieux, nous affirme (1) : « La technique, c'est le perfectionnement du sauvage. »

Duhamel fait dire à l'un de ses héros de la *Chronique des Pasquier* : « On ne peut pas discuter avec ce type-là, il prend Purcell pour un marchand de vélos. »

La culture est avant tout un moyen d'appréhender le monde.

Pour exprimer sa pensée avec précision, il faut pouvoir la nuancer. Cela n'est possible que par la possession d'un vocabulaire étendu. Le vocabulaire, la façon de vivre, de s'habiller, de manger, de faire l'amour (2) sont des indices de culture puisqu'il s'agit de civiliser, de personnaliser des actes instinctifs.

A un certain stade, la culture devient une connivence ; c'est une af-

faire de milieu, donc de classe sociale, et c'est pourquoi elle est à conquérir, avec bien d'autres choses, par le prolétariat.

La culture se différencie de l'instruction par sa gratuité, elle n'est pas un moyen d'obtenir quelque chose : diplôme, concours, accession à un poste supérieur, elle ne s'obtient que pour la satisfaction personnelle.

La formule culture générale est un affreux pléonasme, la culture est générale ou elle n'est pas, étant universelle, elle est incomplète. Pic de la Mirandole, qui, a-t-on prétendu, savait tout, est un personnage impossible de nos jours vu l'étendue des connaissances. « L'honnête homme » du XX<sup>e</sup> siècle aura des connaissances, et à défaut plus modestement, des lumières qui lui permettront d'apprécier les connaissances des spécialistes.



La culture peut s'appuyer sur l'instruction. Duhamel disait : « Après mon baccalauréat, j'avais une besace dans le dos, il ne restait plus qu'à la remplir. » La besace peut être de taille variable ; plus on est instruit, plus elle est grande et plus il y a de travail à faire pour la remplir et donc pour devenir cultivé. En compensation, la plate-forme de départ étant plus élevée, les recherches sont facilitées. Depuis le *Manifeste communiste*, le droit à la culture est une revendication reprise par tous les organismes de masses.

C'est une revendication mal posée. Il faut revendiquer le droit à l'in-

struction à tous les stades de l'existence. Si un ouvrier, un facteur, un chauffeur de taxi (3) désirent s'inscrire en faculté, ils doivent pouvoir le faire. La difficulté des épreuves fera la sélection, mais certaines personnes attirées sur le tard par le droit, la sociologie ou la psychologie doivent pouvoir acquérir les connaissances dispensées en faculté. Bien entendu, il est possible de les acquérir par la méthode autodidactique et certains concours ont montré des gens de valeur formés par ce procédé. Mauriac écrivait dans un « Bloc-notes » qu'il croyait bien connaître Stendhal jusqu'au jour où la gagnante d'un concours, qui était une autodidacte, lui avait prouvé son ignorance.

Tout savoir sur Stendhal est preuve d'érudition, non de culture, il est préférable de savoir un peu sur tout, c'est cela la culture et aussi de savoir... beaucoup sur tout !

La recherche d'une culture, organisée ou individuelle, nécessite des loisirs. Le loisir est, en effet, une activité à laquelle s'adonne l'individu pour se reposer, se divertir, s'informer ou se perfectionner, le tout après avoir satisfait à ses obligations professionnelles, familiales et sociales.

Ne parlons pas de la haute culture, elle existe et chacun le sait, mais le problème qui nous intéresse est celui de la culture populaire.

La culture populaire a une plaie à son flanc : ces fameux « digests » qui prétendent tout faire connaître sans rien apprendre.

Chercher le participant au niveau le plus bas est commercialement ou politiquement rentable car généralement on l'y trouve.

La culture populaire est constituée par le monde de la radio, de la télévision, du cinéma, de la chanson, elle est une vraie culture par ce qu'elle crée avec ses symboles, ses mythes et ses clichés une complicité qui ressemble à la connivence dont je parlais plus haut.

Mais cette culture englobe le meilleur et le pire, le problème qui la concerne est celui de la qualité : il n'est pas encore résolu même dans les démocraties socialistes, on pourrait ajouter au contraire.

Une réussite dans le genre, réussite commerciale mais réussite quand même : « Le livre de poche ». Cette collection en a amené de nombreuses autres centrées différemment comme la collection « Idées ». Il y a beaucoup à faire dans ce style ainsi que dans le domaine de l'initiation artistique. A ce propos, on aimerait savoir où en est la création des nombreux « musées imaginaires » chers à M. Malraux et qui doivent présenter partout une grande quantité de reproductions de tableaux de valeur.

La question de la vulgarisation théâtrale pose en clair les problèmes qui sont ceux de toute culture populaire de qualité. En effet, il faut chercher le spectateur en restant dans la classe du T.N.P. Or le T.N.P. est boudé par le public pour lequel il est conçu. Il faut donc éduquer le public en question et non pas chercher à le faire venir en lui offrant « Printemps 71 » de triste mémoire malgré son succès.

La vérité est qu'il ne saurait y avoir de culture populaire valable sans la réalisation de deux conditions :

- 1) une grande soif de savoir, du type de celle de la Russie de la Révolution et qui demeure encore à un niveau très élevé dans ce pays ;
- 2) avoir le courage pour faire l'effort nécessaire tout au moins au début.

Si la soif de connaître est suffisante, l'effort passe inaperçu.

La culture populaire ne peut se développer que si elle est ressentie par la masse comme un besoin de première nécessité. Ce jour-là, la culture populaire se réalisera et sera plus que le moyen de réaliser un désir d'enrichissement, mais un lien, l'élément d'un rapprochement, elle obligera en effet des gens issus de milieux hétérogènes à voir certains problèmes sous le même angle en structurant les instincts et en orientant les émotions.

A ce moment se posera le problème d'éviter deux écueils : la culture propagande et la culture commerciale, toutes deux de basse qualité et qui s'opposeraient à la constitution d'une véritable démocratie culturelle.

Pierre Bourgeois.

(1) Enrico Caselli. « Le temps harcelant ». Presses universitaires de France.  
(2) Les hommes penseront qu'après il n'y a pas à s'inquiéter, ils sont tous cultivés. Les femmes penseront qu'en effet la culture est chose rare.  
(3) Ces choix ne sont pas péjoratifs, au contraire.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

## Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Permanent de 14 à 24 H.

Semaine du 17 au 23 juin

Deux films en V.O. :

**TUEURS DE DAMES**  
avec Alec GUINNESS

**ASPHALT JUNGLE**  
avec Marilyn MONROE

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 17 au 23 juin

**LES MONSTRES**

de DINO RISI

## A nos amis A nos lecteurs

Permettez-moi de vous adresser un appel que je voudrais particulièrement pressant. Nous avons besoin de vous. Notre souscription permanente nous a permis de récolter des fonds ; des cotisations mensuelles volontaires, dont certaines ont été payées en un seul versement, ont aidé la trésorerie. Mais nous pourrions travailler avec plus d'efficacité si vous nous donniez des ressources plus importantes. N'hésitez pas. Pensez au parti à la veille des vacances et envoyez des chèques et des mandats au C.C.P. - P.S.U. PARIS 14-020-44

N'oubliez pas non plus Tribune

Socialiste qui a besoin de trois mille abonnés supplémentaires. Les abonnements de soutien, de 50 francs pour un an, seront particulièrement appréciés. Si chacun de vous nous procurait un abonnement, notre objectif serait rapidement dépassé. Faites cet effort.

Prix des abonnements ordinaires :

Un an ..... 28 F  
Six mois ..... 15 F  
Trois mois ..... 7,5 F

à verser 54, boulevard Garibaldi, Paris-XV<sup>e</sup> (C.C.P. 5826-65 Paris).

Merci à tous !  
Edouard Depreux.

# Bons de soutien : LES NUMEROS GAGNANTS

Le tirage au sort de la vente des bons de soutien a eu lieu le samedi 30 mai, au cours d'une sympathique réunion qui s'est déroulée au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle.

Voici la liste des numéros gagnants :  
VOITURE RENAULT RAL .. 36.130  
Meuble combiné stéréophonique ..... 63.109  
Réfrigérateur ..... 96.337  
Caméra avec étui ..... 97.175

Electrophone ..... 13.858  
Bateau pneumatique ..... 55.062  
Magnétophone ..... 83.348  
Aspirateur ..... 36.045  
Transistor ..... 04.051  
Appareil photo ..... 85.967

Les billets se terminant par les chiffres :

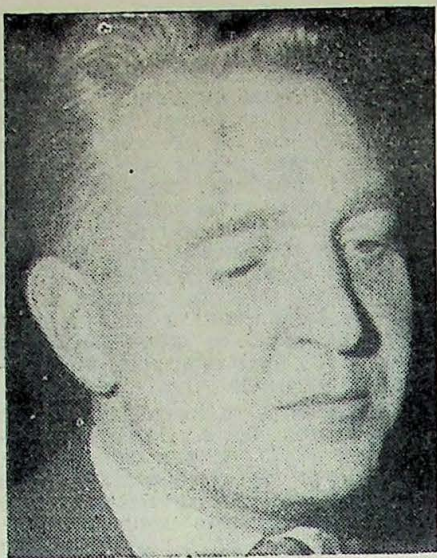
1.769 gagnent un rasoir Remington ;  
7.016 coffret Kodak ;  
7.069 duvet ;  
8.384 matelas pneumatique ;  
8.631 lit de camp ;  
5.256 jeu de ping-pong ;  
1.129 livre d'art ;  
5.957 album de disques ;

7.441 fer Thermor ;  
3.407 combiné Marinette ;  
28 livre ou disque 45 tours.

Nous pouvons déjà annoncer que la voiture a été gagnée par un camarade de la section d'Homécourt, dans la Moselle. Cette section s'était fait remarquer l'année dernière, elle venait au deuxième rang pour le concours de vente.



# Syndicalisme et politique en 1964



Eugène Descamps (C.F.T.C.)

**J**AMAIS le syndicalisme n'a été indifférent à l'égard des problèmes politiques. Quand il revendique la transformation de la société, il ne limite pas celle-ci aux structures sociales et sait qu'une nouvelle organisation politique doit nécessairement l'accompagner. Il a participé activement aux grandes batailles de 1936 et de la Résistance. Dans un cas comme dans l'autre, objectifs sociaux et politiques étaient intimement liés. Plus près de nous, son rôle a été déterminant pour amplifier le mouvement populaire d'opposition à la guerre d'Algérie et aux menées de l'O.A.S.

Jusqu'à une période relativement récente, les affirmations doctrinales du syn-

dicalisme ont coïncidé sans trop de difficultés avec un pragmatisme de fait. L'anticapitalisme avait la valeur d'une protestation globale. Il n'interdisait nullement les compromis que l'action quotidienne imposait pour faire aboutir les revendications les plus immédiates.

Aujourd'hui, la finalité du syndicalisme apparaît moins clairement. Ses objectifs révolutionnaires semblent inaccessibles aux yeux de beaucoup de travailleurs ; dans le même temps, les compromis s'avèrent plus difficiles. Le gaullisme et le capitalisme préfèrent octroyer plutôt que discuter. Le romantisme révolutionnaire déçoit, mais l'empirisme ne satisfait plus personne.

Cela explique que se développe, au sein du mouvement syndical, toute une série d'attitudes contradictoires. Un effort est fait pour poser, en termes réalistes, le problème des réformes de structures indispensables à l'organisation d'une planification démocratique de l'économie mais les conditions politiques de sa réalisation sont éludées. Ni la nature de l'engagement syndical, ni ses limites, ni les garanties qu'il suppose, ne sont clairement définies. Le refus de l'intégration à l'Etat gaulliste est unanime. Mais ne l'est pas moins la participation à de nombreux organismes sans pouvoirs où se dissout l'action syndicale.

Au niveau de l'action, les mêmes contradictions apparaissent. A des mots d'ordre très durs succèdent des déclarations trop prudentes. Du soutien des luttes partielles, on passe sans transition aux mouvements généralisés sans que soit modifié le rapport des forces.

Pourquoi ces hésitations ? L'absence de perspectives politiques communes aux différents centres est une première ré-

ponse. Je ne crois pas qu'elle soit suffisante. En réalité, c'est tout le problème des engagements que doit prendre le syndicalisme dans la vie politique de la nation qui est posé : dans les circonstances actuelles, comment passer de la défensive à l'offensive, limiter le pouvoir patronal, s'attaquer au régime ? Dans une société socialiste, comment concilier l'indépendance syndicale avec l'intérêt collectif, le maintien du pouvoir de contestation avec les responsabilités de gestion ?

Je ne prétends pas répondre à ces questions. Les réponses seront le résultat d'un travail collectif auquel le P.S.U. est prêt à participer. Elles se forgeront dans l'action, mais sont, d'abord, commandées par un effort de réflexion sans lequel la dispersion des luttes ouvrières risque d'être un facteur complémentaire de confusion.

Car le gaullisme ne simplifie pas les choses. Menacé en sa qualité de corps intermédiaire, le syndicalisme se trouve paradoxalement placé devant des responsabilités nouvelles. L'effacement du Parlement et le déclin des formes traditionnelles de l'action politique font de lui l'interlocuteur du pouvoir lors des choix économiques et l'animateur des batailles qui mettent le régime à l'épreuve.

Menacé par l'intégration, il cède parfois à la tentation de l'apolitisme. Butant sur l'obstacle du pouvoir gaulliste dès qu'il revendique, il lui arrive d'avoir l'ambition de suppléer les partis politiques.

Aucune de ces attitudes ne correspond aux exigences de la situation. Si l'indépendance croissante de l'économie et de la politique rend nécessaire de conjuguer les efforts des partis se réclamant du socialisme avec ceux des syndicats, une confusion étroite de leurs tâches risque-

rait d'aboutir à une intégration totale du syndicalisme dans les rouages de l'Etat. De même, leur refus d'assumer leurs responsabilités propres dans la gestion de l'économie interdirait toute planification démocratique et donnerait à la socialisation des moyens de production — dans une phase de transition vers le socialisme — un caractère étatique et autoritaire qui entraînerait la disparition d'une action syndicale autonome.

En définissant une stratégie capable de surmonter ces contradictions, on trouvera aussi le chemin de l'unification syndicale. Le pluralisme des organisations syndicales n'est pas seulement le reflet des divisions politiques du mouvement ouvrier. Elle correspond à l'absence de perspectives communes. Si l'on veut unifier solidement, c'est donc de ces questions qu'il faut parler.

Une fois de plus, on constate que le programme et la manière de concevoir l'avenir sont au cœur des problèmes de l'unité. C'est pourquoi le P.S.U., en proposant de discuter, dès maintenant, des formes à apporter aux structures de l'Etat et des entreprises pour modifier les rapports de production et préciser la nature des exigences syndicales en matière de contrôle et de gestion, ouvrait la voie qui garantissait le syndicalisme contre tous les risques d'une intégration insidieuse. Dans une telle perspective, syndicats et partis de gauche pourraient définir ensemble leurs rôles respectifs dans un cadre qui leur serait commun, puisque la construction d'une démocratie socialiste passe à la fois par la conquête du pouvoir politique, la gestion ouvrière et le contrôle des centres de décision économique.

Pierre BEREGOVY



Benoit Frachon (C.G.T.)

**I**L existe, à notre avis, trois conceptions des rapports partis-syndicats : la conception léniniste, le travailisme et la conception relevant du Front Socialiste.

La formule du syndicat « courroie de transmission », employée par l'Internationale syndicale rouge n'a pas été utilisée du vivant de Lénine. Mais quelles qu'aient pu être les fluctuations de la tactique bolchevique en la matière, il est hors de doute que la conception léniniste implique la subordination totale du syndicat au parti. On me permettra de citer, à ce sujet, un seul texte : « Dans son travail, le parti s'appuie directement sur les syndicats... En fait, toutes les institutions dirigeantes de l'immense majorité des syndicats et, au premier chef, naturellement, le Centre ou le Bureau des Syndicats de Russie sont composés de communistes et appliquent toutes les direc-

## Les rapports partis-syndicats

tives du parti. » (Lénine : « La maladie infantile ».)

Dans la société capitaliste, cette conception conduit le syndicat à s'opposer évidemment à l'ordre établi, mais entraîne aussi la division syndicale, l'autonomie du syndicat n'étant plus respectée. Le syndicat n'est considéré, au mieux, que comme « l'école primaire » du socialisme.

Dans la société socialiste, le syndicat assure, selon la conception léniniste, un rôle administratif et un rôle d'encadrement des travailleurs ; il perd son caractère revendicatif pour se cantonner dans la gestion des « œuvres sociales » et dans des tâches visant à l'amélioration de la production.

Cette conception nie, ou tout au moins sous-estime les contradictions qui subsistent dans la société socialiste : division entre les tâches de direction et d'exécution, éventail des rémunérations, opposition entre villes et campagnes, inégalité de développement des régions, etc. Or, ces contradictions justifient le rôle propre du syndicat, son autonomie et le respect du droit de grève.

La conception travailiste qui implique une intervention des syndicats dans la vie politique a, plus ou moins, inspiré différentes expériences. Cela va du simple soutien électoral selon la vieille formule américaine (« Punir ses ennemis, récompenser ses amis ! ») à la liaison organique parti-syndicat (cas de la Grande-Bretagne).

Une formule intermédiaire est constituée par l'existence, dans certains pays européens, de syndicats à majorité socialiste (Suède, Belgique, Autriche, Allemagne). Dans ce cas, le syndicat conserve en tout état de cause, son indépendance, mais cela peut entraîner quelques difficultés lorsque le parti ami est au pouvoir.

Différente est l'expérience britannique

qui permet aux syndicats de peser d'un poids décisif sur l'orientation du parti travailiste en raison du nombre de mandats dont ils disposent au moment du congrès. Il faut noter toutefois que ce sont les chefs syndicalistes qui mènent les mandats sans consultation réelle de la base. D'autre part, l'influence des syndicats sur le parti risque d'amener celui-ci à se faire le défenseur d'intérêts particuliers au détriment des intérêts généraux du mouvement et de la société dont il a la charge s'il est au pouvoir. On observe d'ailleurs une tendance des Trade-Unions à s'éloigner un peu du parti travailiste, peut-être en raison de l'influence croissante d'éléments appartenant au secteur tertiaire.

Il est clair, en tout cas, que la formule travailiste n'est pas transposable en France, du fait de l'actuelle division syndicale, mais aussi de la tradition syndicale française. Si l'anarcho-syndicalisme hérité de la Charte d'Amiens est, de plus en plus, dépassé, il reste le souci de l'indépendance syndicale et même, en dépit de l'interpénétration du politique et de l'économique qui caractérise la société néo-capitaliste, une répugnance à s'engager sur le plan politique. Il en résulte que si nous comprenons la préoccupation des syndicats de ne pas se laisser « intégrer », nous ne pouvons leur proposer qu'une collaboration très souple, une action commune pour atteindre certains objectifs de caractère socialiste, les partisans politiques et syndicaux conservant leur personnalité propre, leur autonomie.

Nous arrivons ainsi à une définition du Front Socialiste qui implique une collaboration syndicat-partis sur un pied d'égalité et non un simple soutien des revendications syndicales en échange d'un appui électoral (comme le voudrait la S. F. I. O.).

Notre respect de l'indépendance syndicale ne nous dispense pas de mettre

en garde les syndicalistes contre deux tendances qui résultent d'ailleurs de la crise des partis politiques en France : un apolitisme de façade et l'hostilité aux partis qui font le jeu du régime gaulliste ou bien, au contraire, une intégration à la classe politique traditionnelle, certains hommes de la IV<sup>e</sup> République étant à la recherche d'une caution syndicale pour redorer leur blason.

La théorie du Front Socialiste se fonde sur le fait que l'influence croissante de l'Etat sur l'économie amène les syndicats à jouer un rôle politique, sur le fait qu'il existe, de plus en plus, un domaine commun aux partis et aux syndicats.

Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de limites au rôle politique des syndicats. La mise en place d'une véritable planification démocratique ne devrait pas supprimer — ainsi que nous l'avons toujours souligné — le pouvoir de contestation des syndicats.

Le P.S.U. s'est toujours efforcé de parvenir à un accord avec les organisations syndicales lorsqu'une action commune des syndicats et des partis de gauche était nécessaire : il en fut ainsi lors de la journée du 27 octobre 1960 pour la paix en Algérie et lors des journées anti-O.A.S. du 19 décembre 1961 et 6 février 1962. Il en fut de même au moment de certains conflits touchant à des questions de reconversion, alors qu'il s'agissait d'obtenir certaines garanties pour les travailleurs reclassés et de poser le problème du « sous-développement » en général, ce qui concernait à la fois les syndicats ouvriers, paysans et universitaires.

La stratégie du Front Socialiste, en dépit de ses difficultés d'application, apparaît, en définitive, la seule réaliste, dans un pays où la gauche est, politiquement et syndicalement divisée.

Maurice COMBES



André Bergeron (F.O.)

**A**u début de ce siècle le mouvement syndical, dans sa progression, rencontrait l'obstacle de l'utilisation parlementariste de ses forces. La charte d'Amiens, sans doute teintée d'anarcho-syndicalisme, a été essentiellement une réaction de classe

## UN DANGER A ÉCARTER : l'intégration du syndicalisme dans l'Etat

devant les tentatives de subordonner le mouvement syndical au jeu des réformistes parlementaires. Aujourd'hui cette même charte sert paradoxalement de prétexte à ceux qui veulent limiter le champ d'action des syndicats alors que plus qu'en 1906 l'action sociale, si elle se veut efficace, doit lier l'action revendicative quotidienne à la perspective d'un changement radical des structures politiques et économiques du pays. Mais les réformistes « modernes » proposent une nouvelle voie illusoire : l'intégration du mouvement syndical dans l'appareil économique-politique de la bourgeoisie.

Il n'est qu'à se reporter aux déclarations du représentant le plus qualifié de la V<sup>e</sup> République pour se rendre compte que l'intégration des syndicats dans l'Etat est un des objectifs du gaullisme. Ainsi le général déclare le 29 juillet 1963 : « Tout nous porte à ériger la coopération, en principe fondamental, de notre activité économique et sociale, oui, organiser mieux la coopération du capital, du travail et de la technique à l'intérieur des entreprises, la coopération du pouvoir avec l'ensemble des représentations professionnelles, voilà ce qui est à faire ! »

Ce désir de briser en tant que force autonome le mouvement ouvrier, en lui offrant le leurre d'une participation à la

gestion économique du pays, n'est pas propre à la pensée gaulliste. Il répond aux besoins de l'économie « concertée » du capitalisme moderne. Pour prévoir la masse salariale, il faut limiter l'action revendicative des travailleurs en liant les organisations professionnelles de ceux-ci à l'application d'un plan économique.

L'Etat gaulliste n'a pas encore réussi à intégrer les syndicats, mais chaque échec du mouvement ouvrier renforce le danger. Il faut donc redonner efficacité aux luttes sociales en éliminant les faiblesses du mouvement syndical.

Or, une de ses faiblesses, c'est la division syndicale qui entraîne l'éparpillement des luttes. Dans les circonstances actuelles les luttes partielles usent, sans résultat, la combativité ouvrière. Devant l'absence, d'une part, de luttes coordonnées de tous les travailleurs, l'inefficacité d'autre part, des actions catégorielles, le découragement s'accroît dans les rangs ouvriers et les militants syndicalistes sont tentés de trouver une issue dans la pseudo-victoire de leur participation à des organismes de collaboration de classe.

La lutte contre le danger de « l'intégration » implique donc la recherche obstinée de la voie vers l'unité syndicale. Certes des actions communes ont

été engagées. Cependant il est malheureusement incontestable que les rivalités des bureaucraties syndicales subsistent. Après la grève du 18 mars nous avons assisté, dans le secteur public, à toute une série d'opérations des directions syndicales pour défendre ou développer leur influence propre. L'abandon du « C » dans le titre de la confédération chrétienne n'est pas donné comme une étape vers l'unité, mais comme moyen le plus efficace de gagner de nouveaux adhérents.

Nous n'avancerons vers l'unité syndicale que si nous arrivons à développer la démocratie à l'intérieur des syndicats : c'est-à-dire la liberté d'expression des courants de pensée, des tendances, et la représentation de celles-ci dans les organismes de direction. Les responsables du P.S.U. avaient raison lorsque, dans leur tract aux mineurs, en mai 1963, ils liaient le problème du renforcement du syndicat à celui de la voie démocratique de cette organisation ouvrière.

Au réformisme moderne qui incite les militants ouvriers à s'infiltrer dans l'appareil d'Etat bourgeois, les vrais socialistes doivent opposer la perspective d'une lutte de classe menée avec détermination dans l'unité et le respect de la démocratie ouvrière.

Marcel PENNETIER.



# L'ÉVOLUTION DU SYNDICALISME AGRICOLE DANS LE MONDE OUVRIER

L'ÉVOLUTION actuelle de la paysannerie face à l'intégration néo-capitaliste est parfaitement justifiable du fameux conseil que Engels donnait aux socialistes français : « Ne pas attendre que la paysannerie soit complètement prolétarisée pour en faire l'alliée de la classe ouvrière ». Car, pour lui, le fait d'éviter à la paysannerie ce sort lui permettrait plus facilement d'accéder à la conscience d'une agriculture socialisée. Cette référence est, on le sait, très souvent utilisée par les dirigeants du P.C.F. pour justifier leur politique agraire. Le malheur est que leur pratique va exactement dans le sens opposé : ce n'est pas aider la petite et moyenne paysannerie que de la bercer des illusions d'un autre âge. Lutter contre la prolétarianisation de la petite et moyenne paysannerie implique des luttes concrètes, qui ne se limitent pas au leurre grossier de l'augmentation des prix agricoles. Au contraire, ce leurre aboutit, dans la pratique, à aider le capitalisme dans sa généralisation du système de paysan-ouvrier. En refusant aux agriculteurs le moyen d'accéder à des superficies d'exploitation rentables, sur la base desquelles ils peuvent sérieusement organiser leur résistance, on précipite et le développement du néo-capitalisme agraire, et l'intégration des petits et moyens exploitants. En défendant la parcelle du paysan-ouvrier, on empêche l'accession de celui-ci à une véritable prise de conscience d'ouvrier industriel. Le statut du paysan-ouvrier peut constituer, dans une optique à

court terme du syndicalisme ouvrier et du syndicalisme paysan, un élément de rivalité, de controverse entre eux. Dans une perspective globale, il constitue au contraire un motif concret d'alliance.

Liquidier le statut de paysan-ouvrier, c'est, pour le syndicalisme agricole, dégrader les moyens de survivre des paysans vivant essentiellement de l'agriculture, c'est se donner la possibilité d'organiser une résistance cohérente à l'intégration néo-capitaliste par ce que certains ont appelé « l'auto-concentration », c'est-à-dire la mise en place d'une organisation économique défensive sérieuse de l'agriculture libre. Liquidier le statut de paysan-ouvrier, c'est pour le syndicalisme ouvrier éviter la pression d'une couche marginale nombreuse sur les salaires. Le dernier rapport de la Commission des Comptes de la Nation indiquait que, du fait de la pénurie de main-d'œuvre, l'augmentation des salaires ouvriers avait généré la constitution des profits capitalistes au taux où l'aurait rendu possible la croissance des forces productives. C'est la pénurie de main-d'œuvre qui, seule, permet aujourd'hui à la classe ouvrière de bénéficier, dans une assez large mesure, des profits de l'expansion. On comprend l'intérêt du néo-capitalisme pour un système qui permet de faire supporter par l'industrie de base, principale utilisatrice des manœuvres spécialisés ruraux, une partie du poids des charges salariales de l'industrie transformatrice. Mais le syndicalisme ouvrier peut difficilement ad-

mettre la mise en cause des avantages acquis par la classe ouvrière par la reconstitution d'un sous-proletariat mal payé et difficilement organisable.

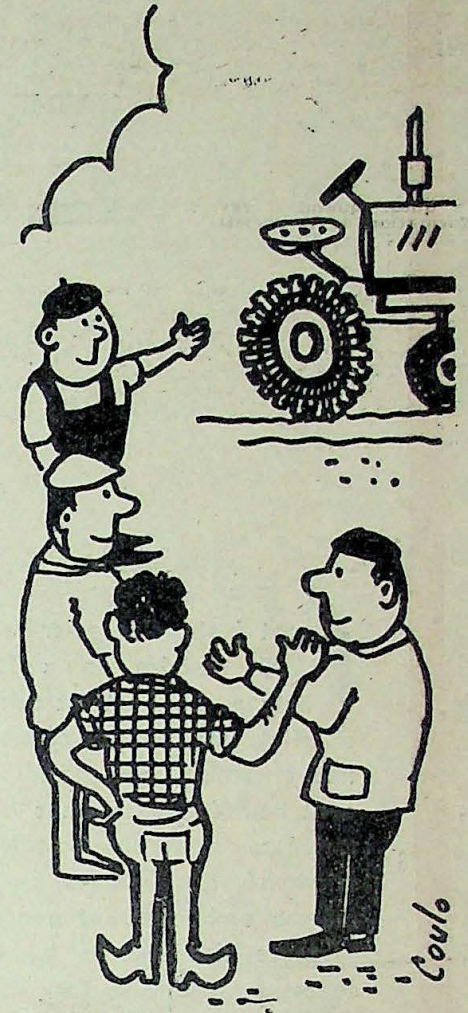
Il y a plus : l'existence de cette couche instable est l'une des raisons principales de la faiblesse des effectifs syndicaux en province ; or, c'est là que les saïaires sont les plus bas, là que se maintiennent des structures économiques qui ne permettent pas l'éducation de la classe ouvrière (absence de comités d'entreprise, non respect des conventions collectives). La volonté de reconquête de l'appareil de production par les producteurs se heurte à cette masse de déracinés, au statut ambigu.

L'intérêt porté par le syndicalisme agricole de certaines régions sous-développées — Aveyron, Loire-Atlantique — pour la création de grands ensembles industriels régionaux, va de pair avec son hostilité au « saupoudrage » des petites entreprises, utilisant à bon marché les paysans parcellaires. Le syndicalisme ouvrier ne peut qu'appuyer cette action.

Certes, ce n'est pas toujours là une position facile. C'est la seule pourtant qui permet de développer l'autonomie politique des classes productrices face au capitalisme moderne, qui permet de lui contester un pouvoir économique fondé sur la concentration des décisions au sommet. Car là est la seule base sérieuse d'alliance d'une paysannerie qui

refuse la prolétarianisation et d'une classe ouvrière qui veut sortir de la condition prolétarienne. Qu'est-ce que la condition prolétarienne, en effet : essentiellement le fait, pour la classe des producteurs, d'être éliminée du contrôle de l'appareil de production.

Sachons gré au néo-capitalisme de simplifier les données de la lutte des classes



## L'agriculture de l'après-gaullisme

Le régime gaulliste a voulu placer sa politique économique sous le signe de l'expansion dans la stabilité. Louable programme auquel les agriculteurs français auraient souscrit sans réserve s'ils ne s'apercevaient qu'ils n'ont profité, jusqu'ici, ni de l'une, ni de l'autre. En effet, pour donner des résultats probants, une telle politique exigeait une volonté nette de réformes profondes dans tous les secteurs, et notamment dans le secteur agricole. Or, en 1964, tout reste à faire si l'on veut atteindre ce double objectif qui devra être celui des dirigeants de demain : donner un visage nouveau à l'agriculture française et l'intégrer véritablement dans la vie internationale.

### Donner un visage nouveau à l'agriculture française...

On a voulu voir, dans la loi d'orientation de 1960 et dans la loi complémentaire de 1962, une véritable « charte agricole ». En fait, les textes mis sur pied depuis 1958 n'ont abouti qu'à des résultats partiels. Ils ne permettent à l'agriculture française ni de s'engager délibérément dans la voie du progrès ni de s'insérer dans le cadre du Plan.

### L'agriculture engagée dans le progrès

Contrairement à ce que pensent beaucoup, la production agricole est loin de ne trouver devant elle que des marchés saturés. Si la consommation de produits alimentaires se transforme, elle tend aussi à augmenter. Les agriculteurs peuvent donc se tourner résolument vers l'expansion de leur production. Mais cela exige au préalable des transformations fondamentales dans le domaine foncier, des conditions générales d'exploitation et d'écoulement de la production. De telles réformes sont impossibles dans le climat de libéralisme conservateur qui existe actuellement.

Le statut actuel de la propriété foncière est un obstacle au progrès. Il empêche tout effort suffisant d'investissement. Les résultats extrêmement modestes obtenus par le remembrement et par la création des S.A.F.E.R. conduisent à rechercher autre chose.

Dans le domaine de la construction, où se pose le même problème, on a envisagé un système de baux à la construction, voire de municipalisation du sol. Il faudra bien penser aussi à une méthode qui puisse libérer les exploitants agricoles du « boulet foncier ».

Les conditions générales d'exploitation des terres sont souvent retardataires : les méthodes d'exploitation ne font pas un appel suffisant aux techniques nouvelles et la formation des hommes est très insuffisante.

Pour gérer des entreprises modernes et efficaces, il faut, dans le cadre d'un effort général d'enseignement qui n'a pas été entrepris, parfaire les connaissances techniques et économiques des exploitants. Il faut aussi favoriser les méthodes neuves de gestion.

L'écoulement de la production, enfin, ne se réalise pas dans des conditions sa-

tisfaisantes. Chacune sait bien, pourtant, que l'individualisme est mort, que l'agriculture moderne devra choisir entre une intégration par l'industrie et par l'étranger (dans laquelle elle perdra son indépendance en gagnant une sécurité illusoire) et une intégration coopérative, qui est seule susceptible de partager équitablement les bénéfices de la commercialisation de la production. Il faudra, bien entendu, pour cela que le gouvernement en place soit fondamentalement favorable au développement de la coopération.

Toutes ces réformes étant effectuées, l'agriculture neuve, jeune et efficace de demain pourra participer, comme les autres secteurs de l'économie, à l'expansion.

### L'agriculture insérée dans le Plan

Le Plan français n'existe pas. Il n'est une « ardente obligation » pour personne dans la mesure où, d'une part, l'insuffisance du dialogue est telle que nul ne se sent véritablement concerné et où, d'autre part, les moyens nécessaires à sa mise en œuvre ne sont pas dégagés.

L'agriculture veut bien s'insérer dans le cadre d'un Plan, à condition qu'elle participe réellement à son élaboration et à son contrôle, à condition aussi qu'il lui soit donné les moyens de le réaliser.

Elle veut participer au dialogue nécessaire à tous les niveaux, tant national que régional. Au niveau national, elle demande une meilleure utilisation du Parlement et du Conseil économique et social. Elle désire aussi que les commissions du Plan soient le lieu de rencontre de toutes les catégories socio-professionnelles et non le domaine d'élection de l'arbitraire administratif.

Au niveau régional, désormais institutionnalisés, les agriculteurs attendent de voir à l'œuvre les commissions de développement économique régional qui ont été créées pour officialiser la consultation des groupes socio-professionnels.

Il est vrai qu'une telle construction n'a d'utilité que si l'agriculture reçoit les moyens d'exécuter un plan qui ne soit pas seulement indicatif. Il faudrait donc tout d'abord une organisation plus rationnelle des marchés, avec des méthodes de vente moderne, avec des possibilités de stockage accrues, avec des garanties solides d'écoulement de la production.

Mais il faudrait surtout des moyens financiers suffisants, grâce à une politique plus ambitieuse et plus cohérente d'investissements collectifs. Chacun sait que, dans ce domaine, le Crédit Agricole peut jouer un rôle fondamental si le Gouvernement en manifeste la volonté.

C'est dans ces conditions que, réalisant le progrès dans le cadre du Plan, l'agriculture française pourra faire face à ses obligations nationales. Mais elle pourra aussi remplir le rôle qui est le sien dans un monde qui se tourne inéluctablement vers la planification et vers le progrès.

### ...et l'intégrer dans la vie internationale

La politique internationale intéresse de plus en plus les agriculteurs. Définitive-

ment coupés du protectionnisme traditionnel, ils souhaitent entrer dans la vie internationale, tant pour y trouver des débouchés nouveaux que pour manifester l'importance que revêtent les problèmes agricoles dans le monde d'aujourd'hui.

La V<sup>e</sup> République a dû aborder successivement trois négociations fondamentales : le Marché commun agricole, le Kennedy Round et le problème du sous-développement dans le cadre de l'O.N.U. De nombreuses questions ont donc été évoquées, mais aucune n'a été définitivement résolue. Il faudrait pour cela que la France se dégage des conceptions nationalistes qui sont actuellement celles de ses dirigeants.

### Le Marché commun agricole

La politique agricole commune, dans le cadre de la C.E.E., a été amorcée en 1962. Mais elle ne peut prendre d'existence réelle que dans le cadre d'une Europe unifiée. Pour l'instant, il n'existe pas d'organisation communautaire des marchés ; aucune réforme de structures, aucune réalisation sociale n'ont été entreprises.

Il manque surtout une volonté commune de dépasser les oppositions nationales conjoncturelles. Si l'Europe agricole veut être un pôle de progrès pour le monde, si elle veut lutter efficacement contre l'anarchie qui prédomine actuellement sur les marchés mondiaux, elle doit contribuer au dépassement de l'« Europe des patries ».

### Le Kennedy Round

De même, les négociations agricoles dans le cadre du G.A.T.T. ne peuvent réussir que si l'esprit qui les anime perd toute volonté nationaliste pour prendre une dimension mondiale. Ces négociations sont importantes pour les agriculteurs français et européens dans la mesure où elles peuvent aboutir à une certaine répartition des tâches entre les agriculteurs des différents pays, et dans la mesure aussi où elles mettent en lumière la nécessité et les limites du soutien qui doit être accordé à toutes les agricultures.

### L'agriculture française et le sous-développement

Ce rapprochement n'est pas arbitraire. Les agriculteurs ne sauraient sans dommage ignorer l'importance des accords mondiaux sur les produits de base qui pourraient être conclus. Ils ne doivent pas non plus ignorer que le problème du développement se posera essentiellement, pendant longtemps, en termes d'expansion de la production agricole et que, dans ces conditions, leur rôle d'information et de soutien peut être important.

En définitive, tant pour rénover l'agriculture française que pour l'intégrer dans la vie internationale, une tâche essentielle reste à accomplir. Mais il faut pour cela une idée directrice qui garantisse la justesse du but poursuivi et la cohérence des réformes envisagées. Les héritiers du gaullisme ne manqueront pas d'ouvrage.

Pierre Serandour.

À la campagne. Et sachons gré au régime gaulliste d'exprimer politiquement cette totale dépossession qu'il apporte comme solution technique aux problèmes de l'entrée de l'agriculture dans le monde moderne. Il trace lui-même le cadre des alliances nécessaires, il permet d'espérer, non pas pour dans cinquante ans, mais pour demain, la société moderne et libre, fondée sur l'organisation de la production par les producteurs eux-mêmes.

Serge MALLET.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : FON 22-60

### Publicité :

Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)



# HISTOIRE

# ET PERSPECTIVES

# DU PSU

Il est juste d'associer le P.S.U. à ce 200<sup>e</sup> numéro de « Tribune Socialiste ». Le Parti et son journal ont, en effet, une destinée commune : ils sont nés ensemble, ont grandi ensemble, se sont heurtés aux mêmes difficultés matérielles, ont secoué les mêmes torpeurs, triomphé des mêmes préjugés et des mêmes embûches, et sont, aujourd'hui, porteurs des mêmes espérances. Nos descendants diront, j'en suis convaincu, que le P.S.U., s'il a pu commettre des erreurs, plus riche de foi que d'argent, a écrit une belle page de l'histoire du mouvement socialiste : 1°) En refusant de céder au chantage des aventuriers de mai 1958, gaullistes et futurs membres de l'O.A.S., fraternellement unis ; 2°) En ne répondant jamais oui aux référendums de caractère plébiscitaire, par lesquels le pouvoir personnel tentait de faire légaliser son coup de force ; 3°) En se souvenant qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre, en reconnaissant le droit du peuple algérien, comme de tous les peuples du monde, à gérer comme il l'entend ses propres affaires, dans l'intérêt commun des travailleurs des deux rives de la Méditerranée, en contribuant, ainsi, à délivrer à la fois les Algériens et les Français de la tyrannie coloniale ; 4°) En luttant inlassablement pour l'unité de toutes les forces de gauche et pour leur non moins nécessaire renouveau.

Tels sont nos états de service. Je ne pense pas que nous commettions le péché d'orgueil, en les comparant, sans complexes, avec ceux de n'importe quelle autre organisation. Mon propos n'est pas de céder à la mode du jour et de nous délivrer, comme qui vous savez, des brevets d'auto-satisfaction, ni de nous donner bonne conscience en constatant que nous n'avons pas fait le lit du pouvoir personnel avant de le combattre, que

nous n'avons pas agi en colonialistes, avant de nous incliner tardivement, après de bien inutiles effusions de sang, et des hideuses tortures, devant le fait accompli de la libération de l'Algérie, que nous n'avons pas conquis des positions électorales, municipales, cantonales, législatives, grâce à une alliance avec la droite, avant d'accepter avec la même bonne grâce l'appoint décisif des voix communistes. C'est vers l'avenir que nous nous tournons résolument. Mais comment inspirer confiance si on n'analyse pas les causes des erreurs passées, afin d'en éviter le renouvellement ? Comment galvaniser l'enthousiasme populaire, sans lequel rien de durable ne peut être construit, si on n'élimine pas toutes possibilités de nouveaux divorces entre les promesses électorales et les actes gouvernementaux ?

Si le P.S.U. a inlassablement préconisé l'unité de toutes les forces qui se réclament du socialisme et représentent les travailleurs des villes et des campagnes : partis, syndicats, mouvements de jeunesse, sociétés de pensée, etc., c'est parce qu'il entendait créer les conditions de leur victoire, non seulement sur le gaullisme, mais aussi bien sur le capitalisme classique que sur le néo-capitalisme. Cette victoire serait sans lendemain et suivie des plus redoutables désillusions si elle était fondée sur une alliance, même temporaire, des socialistes et des conservateurs. L'expérience prouve qu'un tel pacte vole inévitablement en éclats dès qu'il est confronté avec les réalités sociales et économiques. Il vit, dans l'hypothèse la plus favorable, pendant la durée d'un scrutin, mais se dissout dès le lendemain. Malheur à qui n'a pas compris la leçon de feu « Cartel des Non » et voudrait contribuer à sa résurrection, même avec la ruse dérisoire qui consiste à lui délivrer une autre

carte d'identité. On peut relire les deux cents numéros de « Tribune Socialiste », et on s'apercevra que nous avons constamment soutenu ce point de vue, non pas en vertu de je ne sais quel apriorisme doctrinal, non pas, comme on le dit parfois, par des soucis exclusifs de pureté, mais, avant tout, parce que nous savions que les oppositions de classe ne sont pas sorties toutes armées du cerveau d'un théoricien génial, mais résultent du régime lui-même et rejoignent l'honnêteté politique pour nous commander une telle stratégie. Qui s'efforce de le nier jette aux faits un défi qui sera bien vite relevé. C'est la vie elle-même qui nous invite à dégager la route qui conduira à la démocratie socialiste.

Le P.S.U. et « Tribune Socialiste », répudiant à la fois le dogmatisme et l'opportunisme, sont bien décidés à poursuivre leur tâche en vue d'une telle construction, à la seule condition qu'on leur en fournisse les moyens. Je voudrais vous persuader, à l'occasion de cette commémoration, amis lecteurs, que leur sort est entre vos mains. Trouvez-nous, rapidement, il le faut, trois mille abonnés supplémentaires : ce sera votre cadeau pour le deux-centième numéro d'un hebdomadaire dont vous vous plaisez à reconnaître l'utilité et les progrès. Lorsque nous fêterons le trois-centième numéro et que nous mesurerons ensemble le chemin parcouru, si chacun a fait tout son devoir, le socialisme ne sera plus un idéal lointain auquel on tire de temps à autre un coup de chapeau plus ou moins rituel. Il nous apparaîtra à un horizon plus proche que 1980. Merci à tous ceux qui veulent bien se considérer comme mobilisés dans cet exaltant combat pour la paix, la justice sociale et la liberté.

Eduard DEPREUX.